

VIVALIS

Société Anonyme

La Corbière
49450 Roussay

Rapport général des Commissaires aux Comptes

Comptes Annuels - Exercice clos le 31 décembre 2007

Gérard Chesneau
34, rue du Carteron
49312 Cholet

Deloitte & Associés
185, avenue Charles-de-Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

VIVALIS

Société Anonyme
La Corbière
49450 Roussay

Rapport général des Commissaires aux Comptes

Comptes Annuels - Exercice clos le 31 décembre 2007

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2007, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société VIVALIS, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification des appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Comme indiqué dans la note 4.2.2 aux états financiers, la direction de la société est conduite à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses notamment concernant les frais de développement (note 4.2.5). Nos travaux ont consisté à apprécier notamment les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces jugements, à revoir, par sondages, les calculs effectués par la société et à vérifier que les notes aux états financiers donnent une information appropriée sur les hypothèses et les options retenues par la société.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels,
- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, du changement, de la cessation de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Cholet et Neuilly-sur-Seine, le 3 avril 2008

Les Commissaires aux Comptes



Gérard CHESNEAU

Deloitte & Associés



Christophe PERRAU

COMPTES ANNUELS

Bilan

Compte de résultat

Annexe

1. BILAN

1.1. ACTIF

(en milliers d'euros)

Rubriques	Annexe Notes N°	Montant Brut	Amortissements	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4.3.1					
Frais de recherche et développement		5 533	1 039	4 494	3 769	2 340
Concessions, brevets et droits similaires		3 598	462	3 136	1 805	1 248
Autres immobilisations incorporelles		5		5		84
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4.3.2					
Terrains		328	16	312	313	328
Constructions		3 189	555	2 634	2 729	2 669
Installations techniques, matériel, outillage		3 176	849	2 327	1 830	1 203
Autres immobilisations corporelles		331	182	149	126	126
Immobilisations en cours		11		11	90	3
Avances et acomptes					90	1
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	4.3.3					
Prêts		14		14	7	2
Autres immobilisations financières		526	116	410	25	19
ACTIF IMMOBILISE		16 711	3 219	13 492	10 785	8 023
STOCKS ET EN-COURS	4.3.4					
Matières premières, approvisionnements		249		249	179	142
En-cours de production de biens						100
CREANCES						
Créances clients et comptes rattachés	4.3.5	558		558	1 267	126
Autres créances	4.3.6	3 981		3 981	2 780	2 455
DIVERS						
Valeurs mobilières de placement	4.3.7.b	24 944		24 944	1 776	5 007
Disponibilités	4.3.7.a	12		12	20	5
COMPTES DE REGULARISATION						
Charges constatées d'avance	4.3.8	73		73	33	16
ACTIF CIRCULANT		29 817		29 817	6 075	7 852
TOTAL GENERAL		46 528	3 219	43 309	16 860	15 874

1.2. PASSIF

(en milliers d'euros)

Rubriques	Annexe Notes N°	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2008
Capital social ou individuel (dont versé : 2 175)		2 175	1 322	1 313
Primes d'émission, de fusion, d'apport		33 616	6 786	6 773
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		12	12	12
Report à nouveau		-2 152	-1 844	-1 801
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		-3 268	-309	-42
Subventions d'investissement	4.3.11	824	1 826	1 010
Provisions réglementées		1 403	957	475
CAPITAUX PROPRES	4.3.10	32 610	8 851	7 738
Avances conditionnées		110	261	1 010
AUTRES FONDS PROPRES	4.3.12	110	261	1 010
Provisions pour risques			2	5
Provisions pour charges		54	39	17
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	4.3.13	54	42	23
DETTES FINANCIERES				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	4.3.14	3 690	3 338	3 061
DETTES D'EXPLOITATION				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4.3.15	846	573	527
Dettes fiscales et sociales	4.3.16	579	643	573
DETTES DIVERSES				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	4.3.17	3 829	2 210	2 033
Autres dettes	4.3.17	10	1	1
COMPTES DE REGULARISATION				
Produits constatés d'avance	4.3.18	1 581	942	909
DETTES		10 535	7 707	7 103
TOTAL GENERAL		43 309	16 860	15 874

2. COMPTE DE RESULTAT

(en milliers d'euros)

Rubriques	France	Exportation	Annexe Notes N°	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Production vendue de services	134	87	4.4.1	221	1 687	974
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	134	87		221	1 687	974
Production stockée					-100	
Production immobilisée			4.4.2	1 421	1 716	1 374
Subventions d'exploitation			4.4.3	734	259	189
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges			4.4.5	48	145	81
Autres produits			4.4.4	775	1 064	2 696
PRODUITS D'EXPLOITATION				3 199	4 771	5 313
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				1 045	763	545
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				-70	-37	-70
Autres achats et charges externes			4.4.6	2 129	1 485	1 346
Impôts, taxes et versements assimilés			4.4.7	90	89	80
Salaires et traitements			4.4.8.b	1 902	1 536	1 300
Charges sociales			4.4.8.b	821	651	570
DOTATIONS D'EXPLOITATION						
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			4.4.9	1 276	785	1 105
Sur actif circulant : dotations aux provisions			4.4.9			9
Pour risques et charges : dotations aux provisions			4.4.9	15	22	13
Autres charges				59	0	15
CHARGES D'EXPLOITATION				7 267	5 295	4 913
RESULTAT D'EXPLOITATION				-4 068	-524	400
OPERATIONS EN COMMUN						
PRODUITS FINANCIERS						
Autres intérêts et produits assimilés				178	55	27
Reprises sur provisions et transferts de charges					1	3
Différences positives de change				2	1	11
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				370	35	85
PRODUITS FINANCIERS				550	92	127
Dotations financières aux amortissements et provisions			4.4.9	116		1
Intérêts et charges assimilées				153	115	81
Différences négatives de change				1	1	1
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						
CHARGES FINANCIERES				270	116	84
RESULTAT FINANCIER			4.4.10	280	-23	43
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS				-3 788	-547	443

(en milliers d'euros)

Rubriques	Annexe Notes N°	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Produits exceptionnels sur opérations de gestion			8	1
Produits exceptionnels sur opérations en capital		193	753	223
Reprises sur provisions et transferts de charges		98	27	703
PRODUITS EXCEPTIONNELS		289	787	927
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion			1	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		19	45	12
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	4.4.9	777	508	1 576
CHARGES EXCEPTIONNELLES		796	552	1 588
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	4.4.11	-507	236	-661
Impôt sur les bénéfices	4.4.12.a	-1 027	-3	-176
TOTAL DES PRODUITS		4 038	5 660	6 367
TOTAL DES CHARGES		7 306	6 959	8 408
BENEFICE OU PERTE		-3 268	-309	-42
Résultat Net de base par action (en euro)	4.4.13	-0,28	-3,62	-0,51
Résultat Net dilué par action (en euro)	4.4.13	-0,28	-3,62	-0,51

3. TABLEAUX DE FLUX DE TRESORERIE

(en milliers d'euros)

Tableau de flux de trésorerie	Annexe Note N°	2007	2006	2005
<i>Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles:</i>				
Résultat net		-3 268	-309	-42
<i>Charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité</i>				
Dotations d'exploitations	4.5.1	1 291	807	1 118
Dotations / reprises financières		116	-1	1
Dotations exceptionnelles	4.5.2	777	506	1 575
Reprise provisions exceptionnelles	4.5.3	-96	-27	-703
Transfert de charges sur actifs immobilisés		-1 421	-1 716	-1 374
Quote part subvention virée au compte de résultat	4.5.4	-175	-149	-114
Plus et Moins value cession sur immobilisations	4.5.5	1	-56	4
Abandon de créances exploitation / exceptionnelles	4.5.6	0	-504	-230
<i>Variation des autres actifs / Passifs courants:</i>				
Stocks		-70	63	-69
Créances clients et comptes rattachés		729	-1 161	30
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		273	46	315
Autres créances		-1 202	-324	-554
Compte de régularisation actif		-40	-17	43
Dettes fiscales et sociales		-64	70	323
Autres dettes et régularisations		-425	33	354
Divers		9	4	4
Flux généré par activités		-3 565	-2 735	681
<i>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement:</i>				
Acquisition d'immobilisations incorporelles	4.5.8	-89	102	-60
Acquisition d'immobilisations corporelles	4.5.8	-985	-1 331	-3 692
Acquisition d'immobilisations financières	4.5.8	-508	-17	-2
Cession d'immobilisations	4.5.5	17	100	8
Variation du BFR sur immobilisations	4.5.9	267	-453	388
Flux généré par investissements		-1 298	-1 599	-3 358
<i>Flux de trésorerie liés aux opérations de financement:</i>				
Nouveaux emprunts	4.5.10	1 606	657	3 287
Remboursement emprunts	4.5.10	-1 253	-381	-234
Avances conditionnées reçues/remboursées	4.5.6	-151	-245	0
Subventions d'investissements reçues	4.5.4	137	1 065	941
Augmentation de capital	4.5.11	27 684	22	1 250
Flux de trésorerie issus des opérations financières		28 023	1 118	5 244
Variation nette de trésorerie		23 160	-3 216	2 567
Trésorerie, équivalent et VMP à l'ouverture	4.3.7	1 796	5 012	2 445
Trésorerie, équivalent et VMP à la clôture	4.3.7	24 956	1 796	5 012
Variation nette de trésorerie		23 160	-3 216	2 567

4. ANNEXE

4.1. Evénements significatifs

Deux événements significatifs sont survenus au cours de l'exercice 2007 :

-La signature d'un contrat commercial co-exclusif dans le domaine de la grippe avec la société GLAXOSMITHKLINE en date du 21 mai 2007. Cet accord s'ajoute à deux autres accords signés dans le domaine de la grippe, le 10 mai 2007 avec la société CSL et le 3 janvier 2007 avec la société NOBILON.

- La société Vivalis a réussi son introduction en bourse sur le marché EUROLIST B de Euronext Paris, la première cotation a eu lieu le 28 juin 2007. Le prix d'émission retenu a été celui du haut de fourchette, soit 10,51 €

L'offre a été sursouscrite 7.5 fois en ce qui concerne l'offre aux institutionnels et 6.1 fois en ce qui concerne les particuliers. Ce succès a permis à la société de lever plus de 29 millions d'Euros de produits bruts d'émissions afin de financer son développement. L'offre globale au marché intégrant l'augmentation de capital de la société, ainsi que les cessions d'actions existantes s'est élevée à 46,4 m€.

Les capitaux propres de la société s'élèvent à la fin de l'exercice 2007, à 32,6 m€.

4.2. Principes et méthodes comptables

4.2.1. Contexte général

Les comptes sociaux historiques de la société sont établis conformément aux règles françaises suivant les prescriptions du règlement 99-03 du Comité de la Réglementation Comptable relatif au plan comptable général 1999. Les conventions générales ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation,
- Permanence des méthodes d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.

Les informations financières sont présentées en milliers d'euros. Elles ont été arrêtées par le Directoire en date du 17 mars 2008.

4.2.2. Recours à des estimations

Pour établir ces informations financières la direction de la société doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable des éléments d'actif et de passif, des produits et des charges, ainsi que les informations données en notes annexes.

La direction de la société procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations.

Les montants qui figureront dans ses futurs états financiers sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes.

Les principales estimations significatives faites par la direction de la société portent notamment sur l'évaluation des immobilisations incorporelles et les provisions.

4.2.3. Ecart de conversion

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de clôture. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan au poste "Ecart de conversion". Les pertes de change latentes font l'objet d'une provision pour risques en totalité.

4.2.4. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont, en règle général, comptabilisées à leur coût d'acquisition sauf cas particuliers mentionnés ci-après.

Les immobilisations incorporelles sont amorties sur leur durée d'utilisation attendue par la société lorsque leur durée d'utilité est définie. Cette durée est déterminée au cas par cas en fonction de la nature et des caractéristiques des éléments inclus dans cette rubrique.

Les immobilisations incorporelles ne sont pas amorties mais sont soumises à des tests annuels systématiques de perte de valeur lorsque leur durée d'utilité est indéfinie.

4.2.5. Frais de recherche et développement

Les frais de recherche sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Conformément à l'option offerte par le Plan Comptable Général, les frais de développement sont comptabilisés à l'actif dès lors que la société estime que les critères suivants sont simultanément remplis :

La faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente

L'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre ;

La capacité à utiliser ou à vendre l'immobilisation incorporelle ;

La façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables ;

La disponibilité de ressources (techniques, financières et autres) appropriées pour achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle ;

La capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Dès lors que l'ensemble de ces conditions n'est pas rempli, les frais de développement sont comptabilisés en charges. Lorsqu'un projet pour lesquels les coûts de développement ont été inscrits à l'actif du bilan ne répond plus à l'un des critères définis précédemment, l'actif est annulé.

Les frais de développement enregistrés à l'actif comprennent le coût du personnel (salaires et charges sociales) affecté aux projets de développement, le coût des matières premières et des services, les prestations externes ainsi que l'amortissement des immobilisations.

Lorsque les frais de développement sont portés à l'actif, l'amortissement économique commence au début de l'exploitation commerciale des produits issus de ces travaux de développement. L'amortissement économique est calculé selon le mode linéaire sur la durée d'utilité des projets. Cette dernière est estimée à 5 ans pour les frais de développement actuellement en phase d'amortissement. Par ailleurs, en conformité avec la doctrine de l'administration fiscale, la société constate des amortissements dérogatoires dès l'enregistrement des actifs et calculés selon le mode linéaire sur 5 ans.

4.2.6. Concessions, brevets et droits similaires

Pour les besoins de son activité, la société bénéficie de licences d'exploitation de brevets. Ces licences donnent lieu à « paiements garantis » aux propriétaires et à des redevances. Conformément aux règles fiscales, le montant enregistré à l'actif pour ces licences inclut d'une part les « paiements » garantis, et d'autre part un montant correspondant à l'estimation des redevances futures à payer (la contrepartie est enregistrée en « Dettes sur immobilisations »). Ces redevances futures font l'objet d'une réestimation annuelle, en fonction des perspectives de redevances à payer et d'une actualisation.

Le montant des « paiements garantis » est amorti sur la période la plus courte entre la durée de la licence et la durée de protection des brevets faisant l'objet des licences (soit en pratique 13 et 15 ans). Les redevances estimées sont amorties chaque année en fonction des redevances effectivement dues au titre de l'exercice, les paiements effectifs s'imputant sur les « Dettes sur immobilisations ».

Les logiciels informatiques sont enregistrés au coût d'acquisition. Leur amortissement est pratiqué sur une durée de 2 ans selon le mode linéaire. Un amortissement dérogatoire sur 12 mois est pratiqué.

4.2.7. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou, le cas échéant, leur coût de production. Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire ou dégressif sur la durée d'utilité estimée des actifs. Aucune valeur résiduelle n'est prise en compte dans la base amortissable des immobilisations corporelles à leur date d'acquisition, la société prévoyant de les utiliser sur leur durée de vie. Cependant, la valeur résiduelle et la durée d'utilité des immobilisations corporelles sont revues annuellement par la société et les modifications éventuelles sont prises en compte dans le calcul de la base amortissable des immobilisations corporelles.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

- Constructions
 - Bâtiments
 - Structure 25 ans
 - Couverture 25 ans
 - Bardage 25 ans
 - Menuiseries extérieures 20 ans
 - Cloisons intérieures 20 ans

- Installations générales
 - Réseaux fluides et énergie 10 à 15 ans
 - Traitement de l'air 10 ans
 - Ventilation et climatisation 10 ans
- Constructions sur sol d'autrui 8 à 10 ans
- Terrains
 - Agencements, aménagement terrains 10 ans
 - Plantations 10 ans
- Matériel et outillage industriel 4 à 10 ans
- Matériel de transport 4 ans
- Matériel de bureau et informatique 3 à 10 ans
- Mobilier 4 à 10 ans

4.2.8. Dépréciation d'actifs

Les immobilisations incorporelles et corporelles doivent être soumises à des tests de perte de valeur dès lors qu'il existe un indice de perte de valeur. Pour apprécier s'il existe un quelconque indice qu'un actif ait pu perdre de la valeur, l'entreprise considère les indices externes et internes suivants :

Indices externes :

- Une diminution de la valeur de marché de l'actif (de façon plus importante que du seul effet attendu du passage du temps ou de l'utilisation normale de l'actif) ;
- Des changements importants, ayant un effet négatif sur l'entité, sont intervenus au cours de l'exercice ou surviendront dans un proche avenir, dans l'environnement technique, économique ou juridique ou sur le marché dans lequel l'entreprise opère ou auquel l'actif est dévolu ;
- Les taux d'intérêt du marché ou autres taux de rendement du marché ont augmenté durant l'exercice et il est probable que ces augmentations diminuent de façon significative les valeurs vénales et/ou d'usage de l'actif.

Indices internes :

- Existence d'un indice d'obsolescence ou de dégradation physique d'un actif non prévu par le plan d'amortissement ;
- Des changements importants dans le mode d'utilisation de l'actif ;
- Des performances de l'actif inférieures aux prévisions ;
- Une baisse sensible du niveau des flux futurs de trésorerie générés par la société.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est alors effectué : la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est comparée à sa valeur actuelle.

La valeur nette comptable d'une immobilisation correspond à sa valeur brute diminuée, pour les immobilisations amortissables, des amortissements cumulés et des dépréciations.

La valeur actuelle est une valeur d'estimation qui s'apprécie en fonction du marché et de l'utilité du bien pour la société. Elle résulte de la comparaison entre la valeur vénale et la valeur d'usage. La valeur vénale correspond au montant qui pourrait être obtenu, à la date de la clôture, de la vente de l'actif, lors d'une transaction conclue à des conditions normales de marché, net des coûts de sortie.

La valeur d'usage correspond à la valeur des avantages économiques futurs attendus de l'utilisation de l'actif et de sa sortie. La société considère que la valeur d'usage correspond aux flux nets de trésorerie attendus non actualisés. Ces derniers sont déterminés sur la base des données budgétaires validées par le Directoire.

4.2.9. Coûts d'emprunt

Les éventuels coûts d'emprunt supportés par la société dans le cadre du financement d'immobilisations corporelles et incorporelles sont comptabilisés en charges l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

4.2.10. Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont constituées de dépôts et cautionnements versés aux bailleurs pour la location de locaux, ainsi que d'un contrat de liquidité conclu lors de l'introduction en bourse de la Société en vue de favoriser la liquidité des transactions et la régularité des cotations des titres. Lorsque la valeur recouvrable à la clôture de ces immobilisations financières est inférieure à la valeur comptabilisée, une provision pour dépréciation est constituée pour le montant de la différence, ou en ce qui concerne le contrat de liquidité pour le montant de la différence entre la valeur comptabilisée et la valeur recouvrable calculée à partir du cours moyen du titre en décembre 2007.

4.2.11. Stocks

Les stocks sont enregistrés au coût d'acquisition sur la base du prix réel. Des provisions sont constituées sur la base de la valeur nette de réalisation.

4.2.12. Créances et comptes rattachés

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable.

4.2.13. Disponibilités

Les disponibilités comprennent les liquidités en comptes courants bancaires.

4.2.14. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement comprennent les OPCVM, dépôts à terme et BMTN, qui sont mobilisables ou cessibles à très court terme et ne présentent pas de risque significatif de pertes de valeur.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable.

4.2.15. Engagements envers les salariés

Les salariés de la société peuvent percevoir des indemnités lors de leur départ à la retraite. Depuis le 31 décembre 2005, les engagements correspondants sont pris en charge en fonction des droits acquis par les bénéficiaires sous forme de provisions.

Pour les régimes à prestations définies, les charges de retraite sont déterminées une fois par an, selon la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations, et chacune de ces unités est évaluée séparément pour obtenir l'obligation finale.

Cette obligation finale est ensuite actualisée. Ces calculs intègrent principalement les hypothèses suivantes :

- un taux d'actualisation,
- un taux d'augmentation de salaires et
- un taux de rotation du personnel.

Les gains et pertes résultant des changements d'hypothèses actuarielles sont reconnus au compte de résultat.

Pour les régimes de base et autres régimes à cotisations définies, la société comptabilise en charges les cotisations à payer lorsqu'elles sont exigibles, la société n'étant pas engagée au-delà des cotisations versées.

4.2.16. Subventions

Les subventions sont enregistrées lors de la signature des contrats.

Les subventions d'investissements sont enregistrées au passif du bilan en « Subventions d'investissements » au sein des capitaux propres. Ces subventions sont ramenées au résultat (dans la rubrique « Autres produits exceptionnels ») au fur et à mesure de la constatation des amortissements économiques et dérogatoires des actifs financés à l'aide de ces subventions.

Les subventions d'exploitation sont enregistrées en produits d'exploitation dans la rubrique « Autres produits d'exploitation » au même rythme que les charges financées par ces subventions.

4.2.17. Avances conditionnées

Les avances conditionnées sont enregistrées au passif du bilan en « Avances conditionnées ». En cas de constat d'échec prononcé, l'abandon de créance consenti est enregistré en « Autres produits exceptionnels » en cas d'octroi pour le financement de projets inscrits à l'actif du bilan en « Frais de développement », et en « Subventions d'exploitation » en cas d'octroi pour des projets de recherche ou de développements non inscrits à l'actif du bilan.

4.2.18. Provisions pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont constituées, lorsque la société a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain qu'elle devra faire face à une sortie de ressources au profit de ce tiers sans contrepartie. Ces provisions sont estimées en prenant en considération les hypothèses les plus probables à la date d'arrêté des comptes.

4.2.19. Dettes

Les dettes sont évaluées pour leur montant nominal.

4.2.20. Chiffre d'affaires

Le savoir-faire et la propriété intellectuelle de Vivalis sont principalement exploités dans trois domaines :

- i. La fabrication de vaccins. Vivalis propose des licences de recherche et des licences commerciales de ses lignées cellulaires EBx® à des sociétés de biotechnologie et à l'industrie pharmaceutique pour la production de vaccins viraux.
- ii. La mise au point de systèmes de production (« d'expression ») de protéines thérapeutiques recombinantes et d'anticorps monoclonaux. Vivalis collabore avec des entreprises de biotechnologie du secteur et leur propose des licences de recherche sur ses lignées cellulaires embryonnaires souches EBx® pour la production de protéines recombinantes.
- iii. La construction d'un portefeuille de produits dans les vaccins et les molécules anti-virales identifiées au moyen de sa plateforme 3D-Screen.

Le chiffre d'affaires réalisé par Vivalis correspond :

- Aux prestations de recherche réalisées pour le compte de clients dans le cadre d'accords commerciaux mentionnés ci avant ;
- au droit d'utilisation de « matériel » biologique, notamment à des fins de tests par les clients avant signature de contrats de licences.

Pour les prestations de recherche, le chiffre d'affaires est reconnu en fonction de la réalisation des prestations prévues contractuellement. Le chiffre d'affaires au titre des ventes de droit d'utilisation de « matériel » biologique est reconnu lors de la livraison aux clients.

Les éventuels rabais, remises, ristournes consentis aux clients sont comptabilisés simultanément à la reconnaissance des ventes. Ils sont classés en réduction du chiffre d'affaires.

4.2.21. Autres produits

Les autres produits comprennent pour l'essentiel :

- les rémunérations forfaitaires au titre de concessions de licence,
- les royalties.

Les rémunérations forfaitaires au titre des concessions de licence sont dues par les partenaires en fonction de la réalisation de différentes étapes. En règle générale, un paiement forfaitaire est dû en début de contrat (« up-front payment »), et des paiements complémentaires sont dus en fonction de la réalisation d'étapes (« milestones »). Le produit est reconnu en fonction de la facturation effectuée selon les bases contractuelles.

Les royalties sont enregistrées en produit en fonction des chiffres d'affaires réalisés sur la période par les partenaires.

4.2.22. Résultat exceptionnel

Les charges et produits exceptionnels sont constitués d'éléments qui, en raison de leur nature, ou de leur caractère inhabituel et de leur non-réurrence ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle de la société, tels que les cessions ou mises au rebut d'immobilisations, les dotations ou reprises d'amortissements dérogatoires, les quote-part de subventions d'investissement enregistrées en résultat, les abandons de créances au titre des avances conditionnées, etc...

4.2.23. Impôt sur les sociétés

La rubrique « charge d'impôt » inclut l'impôt exigible au titre de la période après déduction des éventuels crédits d'impôt, notamment crédit d'impôt recherche

a. Impôt exigible

L'impôt exigible est déterminé sur la base du résultat fiscal de la période, qui peut différer du résultat comptable suite aux réintégrations et déductions de certains produits et charges selon les positions fiscales en vigueur, et en retenant le taux d'impôt voté à la date d'établissement des informations financières.

b. Crédit d'impôt recherche

Les entreprises industrielles et commerciales imposées selon le régime réel qui effectuent des dépenses de recherche peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt.

Le crédit d'impôt est calculé par année civile et s'impute sur l'impôt dû par l'entreprise au titre de l'année au cours de laquelle les dépenses de recherche ont été encourues. Le crédit d'impôt non imputé est reportable sur les trois années suivant celle au titre de laquelle il a été constaté. La fraction non utilisée à l'expiration de cette période est remboursée à l'entreprise.

4.2.24. Résultat par action / résultat dilué par action

Le résultat net de base par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période.

Le nombre moyen d'actions en circulation est calculé sur la base des différentes évolutions du capital social, corrigées, le cas échéant, des détentions par la société de ses propres actions.

Le résultat net dilué par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre d'actions ordinaires en circulation majoré de toutes les actions ordinaires potentiellement dilutives. En cas de résultat déficitaire, le résultat net dilué par action est identique au résultat net de base par action.

4.3. NOTES AU BILAN

4.3.1 – Immobilisations incorporelles nettes

a. Evolution du poste du 1^{er} janvier 2005 au 31 décembre 2005

En milliers d'euros	1er janvier 2005	Mouvements de la période			31 décembre 2005
		Augmentation	Diminution	Autres mouvements	
Frais d'établissement	104	0	-104	0	0
Frais de développement	3 964	1 340	-2 705	0	2 599
Fonds commerciaux	0	0	0	0	0
Concession, brevet et droit (1)	2 340	0	-836	0	1 504
Logiciels	6	10	0	0	16
En cours	0	84	0	0	84
Autres	0	0	0	0	0
Immobilisations brutes	6 414	1 434	-3 645	0	4 203
Frais d'établissement	104	0	-104	0	0
Frais de développement	926	2 034	-2 700	0	259
Concession, brevet et droit (1)	145	120	0	0	265
Logiciels	5	2	0	0	7
Cumul amort. économiques	1 180	2 168	-2 805	0	531
Immobilisations nettes	5 235	-722	-840	0	3 672
Frais de développement	885	292	-703	0	475
Concession, brevet et droit	0	0	0	0	0
Logiciels	0	0	0	0	0
Cumul amort. Dérogatoires	885	292	-703	0	475
Valeur nette fiscale des immobilisations	4 349	-1 015	-137	0	3 196

(1) : Révision de la perspective de redevances futures à devoir dans le cadre de contrats de licences de brevets dont bénéficie Vivalis.

Frais de d'établissement :

Conformément aux règles comptables, la compensation entre les frais d'établissement activés et le cumul des amortissements pratiqués à fin 2004 a été réalisée en 2005.

Frais de développement :

Au cours de l'exercice 2005, de nouveaux frais de développement ont été enregistrés à l'actif du bilan pour un montant de 1 340 K€ en application du principe comptable défini en note 4.2.5.

Suite à décision prise en septembre 2005 d'abandonner le projet « Expression de protéines dans l'œuf », les frais liés à ce programme inscrits à l'actif du bilan ont été annulés au 31 décembre 2005 pour un montant de 2 700 K€ en valeur brute. Un amortissement exceptionnel de 1 281 K€ a été constaté préalablement à l'annulation de cet actif, partiellement compensé par une reprise d'amortissement dérogatoire de 698 K€.

Concession, brevet et droit :

Comme indiqué en note 4.2.6, la valeur des licences acquises, inscrites à l'actif du bilan, comprend une estimation des redevances futures. Suite à la révision des estimations au 31 décembre 2005, le prix de revient a été diminuée de 836 K€, ramenant le montant des redevances futures estimées incluses dans le prix de revient à 1 302 K€.

Les redevances activées des licences acquises représentent, au 31 décembre 2005, une valeur de 1 302 K€ couverte par des dettes sur immobilisations au passif de 1 393 K€ (voir note 4.3.17).

b. Evolution du poste du 1^{er} janvier 2006 au 31 décembre 2006

En milliers d'euros	1 ^{er} janvier 2006	Mouvements de la période			31 décembre 2006
		Augmentation	Diminution	Autres mouvements	
Frais d'établissement	0	0	0	0	0
Frais de développement	2 589	1 602	0	0	4 201
Fonds commerciaux	0	0	0	0	0
Concession, brevet et droit (1)	1 504	630	0	0	2 134
Logiciels	16	12	0	0	28
En cours	84	122	0	-206	0
Autres	0	0	0	0	0
Immobilisations brutes	4 203	2 368	0	-206	6 363
Frais d'établissement	0	0	0	0	0
Frais de développement	259	173	0	0	432
Concession, brevet et droit (1)	265	76	0	0	340
Logiciels	7	9	0	0	16
Cumul amort. économiques	531	257	0	0	788
Immobilisations nettes	3 672	2 108	0	-206	5 575
Frais de développement	475	502	-24	0	953
Concession, brevet et droit	0	0	0	0	0
Logiciels	0	4	0	0	4
Cumul amort. Dérogatoires	475	506	-24	0	957
Valeur nette fiscale des immobilisations	3 198	1 602	-24	-206	4 617

(1) : Révision de la perspective de redevances futures à devoir dans le cadre de contrats de licences de brevets dont bénéficie Vivalis.

Frais de développement :

Au cours de l'exercice 2006, de nouveaux frais de développement ont été enregistrés à l'actif du bilan pour un montant de 1 602 K€ en application du principe comptable défini en note 4.2.5.

Concession, brevet et droit :

Comme indiqué en note 4.2.6, la valeur des licences acquises, inscrites à l'actif du bilan, comprend une estimation des redevances futures. Suite à la révision des estimations au 31 décembre 2006, le prix de revient a été augmenté de 630 K€, amenant le montant des redevances futures estimées incluses dans le prix de revient à 1 932K€.

Les redevances activées des licences acquises représentent, au 31 décembre 2006, une valeur de 1 932 K€ couverte par des dettes sur immobilisations au passif de 1 986 K€ (voir note 4.3.17).

c. Evolution du poste du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2007

En milliers d'euros	1 ^{er} janvier 2007	Mouvements de la période			31 décembre 2007
		Augmentation	Diminution	Autres mouvements	
Frais d'établissement	0	0	0	0	0
Frais de développement	4 201	1 421	-89	0	5 533
Fonds commerciaux	0	0	0	0	0
Concession, brevet et droit (1)	2 134	1 360	0	0	3 494
Logiciels	28	76	0	0	104
En cours	0	5	0	0	5
Autres	0	0	0	0	0
Immobilisations brutes	6 363	2 862	-89	0	9 136
Frais d'établissement	0	0	0	0	0
Frais de développement	432	547	-89	149	1 039
Concession, brevet et droit (1)	340	72	0	0	412
Logiciels	16	34	0	0	50
Cumul amort. économiques	798	663	-89	149	1 601
Immobilisations nettes	5 575	2 209	0	-149	7 635
Frais de développement	953	515	-91	0	1 377
Concession, brevet et droit	0	0	0	0	0
Logiciels	4	25	-3	0	26
Cumul amort. Dérogatoires	957	540	-94	0	1 403
Valeur nette fiscale des immobilisations	4 617	1 669	-94	-149	6 232

(1) : Révision de la perspective de redevances futures à devoir dans le cadre de contrats de licences de brevets dont bénéficie Vivalis.

Frais de développement :

Au cours de l'exercice 2007, de nouveaux frais de développement ont été enregistrés à l'actif du bilan pour un montant de 1 421 K€ en application du principe comptable défini en note 4.2.5.

Suite à la décision prise en décembre 2007 d'abandonner le projet de « mise au point d'une nouvelle lignée Poule ALV0 », les frais liés à ce programme inscrits à l'actif du bilan au 30/06/2007 ont été annulés au 31 décembre 2007 pour un montant de 83 K€ en valeur brute. Un amortissement exceptionnel de 83 K€ a été constaté préalablement à l'annulation de cet actif.

Après constat d'une perte de valeur sur un élément d'un programme de développement activé, une dépréciation de cet actif a été enregistrée pour un montant de 149 K€.

Concession, brevet et droit :

En raison de la signature et de la négociation de plusieurs contrats commerciaux significatifs, une actualisation des perspectives de redevances futures à devoir a été réalisée fin 2007 et une réestimation de 1 258 K€ a été enregistrée en conséquence.

Une nouvelle licence a également été acquise en 2007 pour un montant évalué à 102 K€.

Les redevances activées des licences acquises représentent, au 31 décembre 2007, une valeur de 3 284 K€ couverte par des dettes sur immobilisations au passif de 3 409 K€ (voir note 4.3.17).

4.3.2 – Immobilisations corporelles nettes

a. Evolution du poste du 1^{er} janvier 2005 au 31 décembre 2005

En milliers d'euros	1er janvier 2005	Mouvements de la période			31 décembre 2005
		Augmentation	Diminution	Autres mouvements	
Terrains	265	69	0	0	334
Constructions sur sol propre	0	1 614	0	0	1 614
Constructions sur sol d'autrui	32	26	-9	0	51
Constr instal générales, agencets, aménaget	14	1 082	0	0	1 096
Instal techniques, mat et outill Industriels (1)	492	979	0	0	1 471
Matériel de transport	37	22	-18	0	41
Matériel de bureau, informatique, mobilier	120	60	-7	0	173
Emballages récupérables	0	0	0	0	0
Immobilisations corporelles en cours	165	3	0	-164	3
Avances et acomptes	0	1	0	0	1
Immobilisations brutes	1 126	3 658	-34	-164	4 784
Terrains	3	3	0	0	6
Constructions sur sol propre	0	24	0	0	24
Constructions sur sol d'autrui	8	5	-2	0	10
Constr Instal générales, agencets, aménaget	6	51	0	0	58
Instal techniques, mat et outill industriels	151	117	0	0	268
Matériel de transport	34	5	-18	0	21
Matériel de bureau, informatique, mobilier	49	24	-6	0	68
Emballages récupérables	0	0	0	0	0
Cumul des amortissements	261	230	-26	0	456
Pertes de valeur	0	0	0	0	0
- installations et agencements	0	0	0	0	0
Immobilisations nettes	874	3 927	-8	-164	4 328

(1) : dont matériels de Bioproduction.

Terrains et constructions :

Vivalis a investi en 2005 dans la construction d'un nouveau laboratoire situé rue Alain BOMBARD à St Herblain (44). La réception des travaux a eu lieu le 2 septembre 2005. Cette construction représente un investissement de 2 761 K€ sur l'exercice.

Installations techniques, matériels et outillages :

L'investissement en matériel dans ce nouveau laboratoire représente 956 K€.

b. Evolution du poste du 1^{er} janvier 2006 au 31 décembre 2006

En milliers d'euros	1er janvier 2006	Mouvements de la période			31 décembre 2006
		Augmentation	Diminution	Autres mouvements	
Terrains	334	0	-12	0	322
Constructions sur sol propre	1 614	0	0	0	1 614
Constructions sur sol d'autrui	51	0	-10	0	41
Constr instal générales, agencets, aménaget	1 096	296	-14	0	1 378
Instal techniques, mat et outil industriels (1)	1 471	906	-93	0	2 284
Matériel de transport	41	0	0	0	41
Matériel de bureau, informatique, mobilier	173	40	-4	0	209
Emballages récupérables	0	4	0	0	4
Immobilisations corporelles en cours	3	90	0	-3	90
Avances et acomptes	1	90	0	-1	90
Immobilisations brutes	4 784	1 427	-134	-3	6 074
Terrains	6	7	-4	0	9
Constructions sur sol propre	24	72	0	0	96
Constructions sur sol d'autrui	10	4	-5	0	10
Constr instal générales, agencets, aménaget	58	149	-8	0	199
Instal techniques, mat et outil industriels	288	254	-68	0	454
Matériel de transport	21	7	0	0	28
Matériel de bureau, informatique, mobilier	68	35	-3	0	100
Emballages récupérables	0	0	0	0	0
Cumul des amortissements	455	528	-88	0	896
Pertes de valeur	0	0	0	0	0
- Installations et agencements	0	0	0	0	0
Immobilisations nettes	4 329	899	-46	-3	5 178

(1) : dont matériels de Bioproduction.

Les investissements de l'année 2006 ont notamment porté sur des travaux nécessaires à la certification du laboratoire pharmaceutique, un aménagement complémentaire de la zone de production de lots pilotes pour la mise en place de bioréacteurs et des matériels de laboratoire.

c. Evolution du poste du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2007

En milliers d'euros	1er janvier 2007	Mouvements de la période			31 décembre 2007
		Augmentation	Diminution	Autres mouvements	
Terrains	322	6	0	0	328
Constructions sur sol propre	1 614	29	0	0	1 643
Constructions sur sol d'autrui	41	67	0	0	108
Constr Instal générales, agencets, aménaget	1 378	60	0	0	1 438
Instal techniques, mat et outill industriels (1)	2 284	914	-22	0	3 176
Matériel de transport	41	0	0	0	41
Matériel de bureau, informatique, mobilier	209	77	-1	0	285
Emballages récupérables	4	1	0	0	5
Immobilisations corporelles en cours	90	108	0	-187	11
Avances et acomptes	90	0	0	-90	0
Immobilisations brutes	6 074	1 262	-23	-277	7 036
Terrains	9	7	0	0	16
Constructions sur sol propre	96	72	0	0	168
Constructions sur sol d'autrui	10	11	0	0	21
Constr Instal générales, agencets, aménaget	199	167	0	0	366
Instal techniques, mat et outill industriels	454	389	-4	0	849
Matériel de transport	26	6	0	0	34
Matériel de bureau, informatique, mobilier	100	48	-1	0	147
Emballages récupérables	0	1	0	0	1
Cumul des amortissements	896	711	-6	0	1 802
Pertes de valeur	0	0	0	0	0
- installations et agencements	0	0	0	0	0
Immobilisations nettes	5 178	551	-18	-277	5 433

(1) : dont matériels de Bioproduction.

Les investissements de l'année 2007 concernent essentiellement des matériels de laboratoire dont, notamment un robot pour la nouvelle unité de screening d'une valeur brute de 300 K€..

4.3.3. – Immobilisations financières

a. Evolution du poste du 1^{er} janvier 2005 au 31 décembre 2005

En milliers d'euros	1er janvier 2005	Acquisitions	Cessions	31 décembre 2005
Prêts (1)	0	2	0	2
Dépôt et cautionnement	19	0	0	19
Total	19	2	0	21

(1) : prêts long terme dans le cadre de l'effort construction

b. Evolution du poste du 1^{er} janvier 2006 au 31 décembre 2006

En milliers d'euros	1er janvier 2006	Acquisitions	Cessions	31 décembre 2006
Prêts (1)	2	5	0	7
Dépôt et cautionnement	19	13	-6	25
Total	21	17	-6	32

(1) : prêts long terme dans le cadre de l'effort construction

c. Evolution du poste du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2007

En milliers d'euros	1er janvier 2007	Acquisitions	Cessions	31 décembre 2007
Prêts (1)	7	7	0	14
Dépôt et cautionnement	25	1	0	26
Contrat de liquidité	0	500	0	500
Total brut	32	508	0	540
Dépréciation Contrat de liquidité	0	116	0	116
Total Dépréciations	0	116	0	116
Total net	32	392	0	424

(1) : prêts long terme dans le cadre de l'effort construction

Suite à l'introduction en bourse de Vivalis, un contrat de liquidité a été signé en juillet 2007 pour un montant s'élevant à 500 K€. Au 31 décembre 2007, ce contrat de liquidité comprend une partie en disponibilités et une partie en actions Vivalis. La partie en actions a été valorisée sur la base du cours moyen de décembre 2007, nécessitant une dépréciation de la valeur initiale du contrat pour un montant de 116 K€.

4.3.4. – Stocks et encours

a. Evolution du poste du 1^{er} janvier 2005 au 31 décembre 2005

<i>En milliers d'euros</i>	1er janvier 2005	Augmentat*	Diminutions	31-déc 2005
Matières premières approvisionnés	73	69	0	142
En-cours de production de biens	100	0	0	100
Total	173	69	0	242

b. Evolution du poste du 1^{er} janvier 2006 au 31 décembre 2006

<i>En milliers d'euros</i>	1er janvier 2006	Augmentat*	Diminutions	31-déc 2006
Matières premières approvisionnés	142	37	0	179
En-cours de production de biens	100	0	100	0
Total	242	37	100	179

c. Evolution du poste du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2007

<i>En milliers d'euros</i>	1er janvier 2007	Augmentat*	Diminutions	31-déc 2007
Matières premières approvisionnés	179	70	0	249
En-cours de production de biens	0	0	0	0
Total	179	70	0	249

4.3.5. – Clients et comptes rattachés

a. Au 31 décembre 2005

<i>En milliers d'euros</i>	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Clients	126	126	
Clients douteux	9	0	9
Clients - factures à établir	0	0	
Total	136	126	9

Montant des provisions pour dépréciations des comptes clients douteux au 31/12/2005 : 9 Keuros

b. Au 31 décembre 2006

<i>En milliers d'euros</i>	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Clients	1 242	1 242	
Clients douteux	9	0	9
Clients - factures à établir	45	45	
Total	1 297	1 287	9

Montant des provisions pour dépréciations des comptes clients douteux au 31/12/2006 : 9 Keuros

c. Au 31 décembre 2007

<i>En milliers d'euros</i>	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Clients	558	558	0
Clients douteux	0	0	0
Clients - factures à établir	0	0	0
Total	558	558	0

Aucune provisions pour dépréciations des comptes clients douteux au 31/12/2007

Une part importante des créances clients au 31 décembre 2007 correspond à des prestations non encore réalisées. Elles sont donc compensées par un produit constaté d'avance au passif du bilan (note 4.3.18) de 478 K€, soit une créance nette de 80 K€.

4.3.6. Autres créances

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2007	31 décembre 2006	31 décembre 2005
Impôt sur les sociétés et T.P.	1 552	606	777
T.V.A.	953	420	571
Subventions	1 453	1 699	1 093
Autres créances d'exploitation	23	27	13
Créances sur cession d'immobilisations	0	28	0
Provision pour dépréciation	0	0	0
Total autres créances (valeur nette)	3 981	2 780	2 455

Les créances d'impôts sur les sociétés correspondent en quasi-totalité au Crédit d'Impôt Recherche (CIR).

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2007	31 décembre 2006	31 décembre 2005
CIR 2002			174
CIR 2003		120	120
CIR 2004	308	308	308
CIR 2005	169	169	172
CIR 2006 (1)	111	9	
CIR 2007	927		
IFA		2	5
Dégrèvement T.P.	39		
Provision pour dépréciation			
Total créances Impôts société (valeur nette)	1 552	606	777

(1) Une déclaration rectificative du CIR 2006 a été effectuée en 2007, la créance correspondante passant ainsi de 9 à 111 K€.

Le CIR 2003 a été remboursé au cours de l'exercice 2007.

Au 31 décembre 2007, les créances au titre des subventions s'analysent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	Attribué	Versé	Solde
DATAR (2004)	440	147	293
MENRT (2005)	527	416	111
Région (2005)	500	400	100
OSEO (2006)	100	30	70
MINEFI (2006)	954	286	668
REGION (2007)	411	205	206
Divers	5		5
Total Subventions	2 937	1 484	1 453

a. Au 31 décembre 2005

<i>En milliers d'euros</i>	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Impôt sur les sociétés	777	177	600
T.V.A.	571	400	171
Subventions	1 093	364	729
Personnel et comptes rattachés	4	0	4
Sécurité Sociale et autres organismes	2	2	0
Débiteurs divers	7	7	0
Total	2 486	960	1 505

b. Au 31 décembre 2006

<i>En milliers d'euros</i>	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Impôt sur les sociétés	606	122	484
T.V.A.	420	155	265
Subventions	1 699	956	743
Personnel et comptes rattachés	4	0	4
Sécurité Sociale et autres organismes	12	12	0
Débiteurs divers	39	39	0
Total	2 780	1 284	1 496

c. Au 31 décembre 2007

<i>En milliers d'euros</i>	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Impôt sur les sociétés et T.P.	1 552	345	1 207
T.V.A.	953	535	418
Subventions	1 453	857	596
Personnel et comptes rattachés	4	0	4
Sécurité Sociale et autres organismes	2	2	0
Débiteurs divers	17	17	0
Total	3 981	1 756	2 225

4.3.7 – Trésorerie nette

a. Eléments constitutifs de la trésorerie nette

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2007	31 décembre 2006	31 décembre 2005
Disponibilités (1)	12	20	5
Valeurs mobilières de placement (2)	24 844	1 778	5 007
Trésorerie active	24 856	1 798	5 012
Concours bancaires	1	1	0
Trésorerie passive	1	1	0
Trésorerie Nette	24 855	1 796	5 012
(1) dont effets à l'encaissement ou à l'escompte :	0	0	0
(2) dont produits à recevoir sur certaines valeurs	59	55	12

b. Valeurs mobilières de placement

La Société adopte une position conservatrice et prudente dans sa stratégie de gestion financière. La société répartit ses actifs auprès de plusieurs établissements bancaires français, et pour chacun d'eux dans plusieurs supports. Les banques de la Société sont : le Crédit Agricole, LCL, Natixis, la Caisse d'Epargne, Le Crédit Mutuel.

La seconde répartition du risque est effectuée par le choix de trois catégories de support. La première catégorie est constituée par des CDN (Certificats de Dépôt Négociables) émis par les banques, à échéances courtes (de 1 à 3 mois) et des BMTN (Bons à Moyen terme Négociables). Au cours de l'année 2007, des BMTN sont arrivés à échéance. Ce support n'a pas été réutilisé en raison du caractère trop lointain des échéances.

La seconde catégorie est constituée par des OPCVM monétaires La sélection de VIVALIS exclut les SICAV et FCP recherchant à doper leur performance par des investissements à risques. Ces outils appartiennent tous à la catégorie « Monétaire euros ». Des informations détaillées sur ces supports sont données ci-dessous dans le document, et notamment leur classification en fonction des risques qu'ils portent et de leur volatilité sur 1 an.

La troisième catégorie est constituée par des OPCVM commercialisés par les mêmes banques et investis en emprunts d'Etats (européens en général) ou en emprunts garantis par ces Etats. Ces fonds apportent parfois une garantie en capital.

*** Evolution du poste du 1er janvier 2005 au 31 décembre 2005**

En milliers d'euros	1er janvier 2005	Acquisitions	Cessions	31 décembre 2005
SICAV	0	261	0	261
Fonds commun de placement	2 454	1 667	-1 925	2 198
Billets à Moyen Terme Négociables	0	2 551	0	2 551
Total	2 454	4 478	-1 925	5 007

*** Situation au 31 décembre 2005**

En milliers d'euros	Valeur historique	Prix de marché	Intérêts courus	Prov. Dépréc.
SICAV	261	261		
Fonds commun de placement	2 198	2 199		
Certificats de dépôt	1 090	1 099	9	
Billets à Moyen Terme Négociables	1 450	1 451	3	1
Total	4 999	5 010	12	1

*** Evolution du poste du 1er janvier 2006 au 31 décembre 2006**

En milliers d'euros	1er janvier 2006	Acquisitions	Cessions	31 décembre 2006
SICAV	261	3 783	-4 005	39
Fonds commun de placement	2 198	737	-2 702	232
Billets à Moyen Terme Négociables	2 551	44	-1 089	1 505
Total	5 007	4 564	-7 796	1 776

*** Situation au 31 décembre 2006**

En milliers d'euros	Valeur historique	Prix de marché	Intérêts courus
SICAV	39	39	
Fonds commun de placement	232	241	
Billets à Moyen Terme Négociables	1 450	1 505	55
Total	1 720	1 785	55

*** Evolution du poste du 1er janvier 2007 au 31 décembre 2007**

En milliers d'euros	1er janvier 2007	Acquisitions	Cessions	31 décembre 2007
SICAV	39	28 531	-27 359	1 211
Fonds commun de placement	232	47 119	-35 177	12 174
BMTN / Certificate de dépôts	1 505	23 059	-13 005	11 559
Total	1 776	98 709	-75 541	24 844

*** Situation au 31 décembre 2007**

<i>En milliers d'euros</i>	Valeur historique	Prix de marché	Intérêts courus
SICAV	1 211	1 213	
Fonds commun de placement	12 174	12 193	
Certificats de dépôts	11 500	11 559	59
Total	24 885	24 965	59

c- Détail des éléments constitutifs de la trésorerie de la société au 31/12/2005

BANQUE	NOM	CATEGORIE	ISIN	MONTANT BRUT	CLASSIFICATION	OBJECTIFS	COMPOSITION-STRATEGIE D'INVESTISSEMENT	RISQUES	VOLATILITE 1 an	ECHEANCE
Crédit Mutuel Crédit Mutuel Caisse Epargne	CDN CDN ECUREIL EXPANSION	CDN CDN FCP	FR0010057083	290 000 300 000 945 574	Certificat de Dépôt Certificat de Dépôt Monétaire Euros	Ecureuil Expansion a pour objectif d'obtenir une performance similaire à celle de l'indice Eonia diminué des frais de gestion réels, en sélectionnant des titres monétaires et obligataires permettant d'obtenir un rendement sans risque.	L'actif d'Ecureuil Expansion est composé d'actifs obligataires, de titres de créance ou d'instruments du marché monétaire. La maturité des titres en portefeuille est comprise entre 0 et 3 ans. Les emprunts d'espèces, les pensions, les dépôts et les instruments dérivés peuvent être utilisés dans le cadre de la gestion de l'actif du Fonds, les instruments dérivés ayant pour objectif d'exposer ou couvrir l'actif du Fonds sur les taux d'intérêt. L'actif peut également être composé de parts ou d'actions d'OPCVM dans le cadre de la gestion de la trésorerie du Fonds.	Risque de crédit Risque de taux	0,04	30/01/08 28/02/08
Caisse Epargne	REACTIS SERENITE	FCP	FR0000692331	202 224	Diversifié	La fonds est un fonds monétaire dynamique dont l'objectif est de sur performer l'indice Eonia capitalisé de 1,5% sur une durée minimum de placement recommandée de 18 mois.	Le fonds est construit à partir d'une gestion réactive qui évolue en fonction des anticipations de marché sur la base d'une allocation stratégique action (min 0%-max 20%) et placement de taux, monétaire et obligataires (min 50%-max 100%), placement alternés (min 0%-max 10%).	Risque de marché Risque de taux Risque de change Risque de capital	1,47	Durée de placement min recommandée 1,5 an
Crédit Agricole Crédit Agricole	CDN MONE 3M	CDN FCP	FR0010187937	500 000 428 012	Certificat de Dépôt Monétaire Euros	L'objectif de gestion du FCP vise à offrir aux investisseurs une performance égale à l'EONIA Capitalisé diminuée des frais de gestion et de fonctionnement du fonds.	L'univers d'investissement du fonds est centré sur les instruments du marché monétaire et obligataire. Le fonds a vocation à être investi à 100 % de l'actif net dans les actifs suivants : - des titres d'Etat de la zone Euro sous forme de pension ou de titres à court terme des Bons du Trésor ou obligations à court terme émis par les Etats de la zone euro ayant une maturité inférieure à deux ans, des Certificats de dépôts, des London CO's, des Billets de Trésorerie de la zone Euro, des obligations des BMTN, des EMTN	Risque de crédit Risque de taux Risque de change Risque de capital	0,04	30/01/06 Durée de placement min recommandée 3 mois
Crédit Agricole	AM ARBITRAGE VAR2	FCP	FR0007477146	520 405	Obligations et/ou titres de créances internationaux	La fonds a pour objectif de réaliser une performance supérieure de 1% à celle de l'EONIA capitalisé sur un horizon maximum de placement de 1 an, tout en effectuant un contrôle au travers de la Value at Risk.	Régule la gestion net en place des positions stratégiques et tactiques ainsi que des arbitrages sur l'ensemble des marchés de taux et de devises. Elle a en outre recours à une diversification limitée sur les marchés émergents.	Risque de crédit Risque de taux Risque de change Risque de capital	2,28	Durée de placement min recommandée 1 an
Crédit Agricole Crédit Agricole Crédit Agricole	BMTN 2309/05 BMTN 2509/05 SECOUN	BMTN BMTN SICAV	FR0010114108	1 000 000 448 700 250 561	Bons à moyen terme Bons à moyen terme Monétaire Euros	L'OPCVM a pour objectif d'obtenir, sur la durée de placement recommandée, une performance égale à celle du taux du marché monétaire au jour le jour, EONIA capitalisé OIS, diminué des frais de gestion réels ; ce taux correspond au rendement d'un placement au taux EONIA renouvelé chaque jour ouvré.	L'investissement est réalisé sur des instruments de taux. Pour se rapprocher de la performance régulière du marché monétaire, le risque de taux sera systématiquement couvert sur une échéance supérieure à 3 mois. Le choix des émetteurs en titres de créances négociables ou en obligations relève du respect des contraintes de liquidité et d'une analyse fondamentale.	Risque de taux Risque de crédit	0,07	23/03/07 28/09/07 Durée de placement min recommandée 1 semaine
Intérêts courus sur BMTN Intérêts courus sur CDN Disponibilité	BMTN CDN Disponibilité	BMTN CDN Disponibilité		2 600 9 280 5 196	Bons à moyen terme Certificat de Dépôt Disponibilité					
FCP SICAV CDN BMTN Disponibilité				2 196 316 260 561 1 098 250 1 461 300 5 196 5 012 662						

d- Détail des éléments constitutifs de la trésorerie de la société au 31/12/2006

BANQUE	NOM	CATEGORIE	ISIN	MONTANT BRUT	CLASSIFICATION	OBJECTIFS	COMPOSITION-STRATEGIE D'INVESTISSEMENT	RISQUES	VOLATILITE 12 MOIS	ECHEANCE
Crédit Agricole	AM ARBITRAGE VAR2	FCP	FR0007477146	231 580	Obligations et/ou titres de créances internationaux	Le fonds a pour objectif de réaliser une performance supérieure de 1% à celle de l'EONIA capitalisée sur un horizon minimum de placement de 1 an, tout en effectuant un contrôle au travers de la Value at Risk.	l'équipe de gestion met en place des positions stratégiques et tactiques ainsi que des arbitrages sur l'ensemble des marchés de taux et de devises. Elle a en outre recours à une diversification limitée sur les marchés émergents.	Risque de taux Risque de crédit	2,29	Durée de placement min recommandée 1 an
Crédit Agricole	BMTN 230905	BMTN		1 000 000	Bons à moyen terme					23/03/2007
Crédit Agricole	BMTN 260905	BMTN		450 000	Bons à moyen terme					26/09/2007
Crédit Agricole	SEQUIN	SICAV	FR0010114108	38 712	Monétaire Euros					
Intérêts courus BMTN	Intérêts courus/BMTN	BMTN		55 430	Bons à moyen terme	Le fonds est un fonds monétaire dynamique dont l'objectif est de sur-performer l'indice Eonia capitalisée de 1,5% sur une durée minimum de placement recommandée de 18 mois.		Risque de taux Risque de crédit	0,07	Durée de placement min recommandée 1,5 an
Disponibilités	Disponibilités	Disponibilité		20 238	Disponibilité					
FCP				231 580						
SICAV				38 712						
BMTN				1 505 430						
Disponibilité				20 238						
				1 795 961						

e- Détail des éléments constitutifs de la trésorerie de la société au 31/12/2007 (tableau 1)

BANQUE	NOM	CATEGORIE	SIN	MONTANT	CLASSIFICATION	OBJECTIFS	COMPOSITION- STRATEGIE D'INVESTISSEMENT	RISQUES	VOLATILITE 1 an (au 2)	ECHÉANCE
1 CMC-CC ASSET MANAGEMENT	UNION CASH	FCP	FR0000579825	924 979	Monétaire Euros	L'objectif est de réaliser une performance égale au marché monétaire (EONIA) diminué des frais de gestion réels. La politique de gestion est orientée notamment sur des titres de durée courte ce qui permet une progression régulière de la valeur liquidative adaptée aux placements sur courte période.	La stratégie de gestion s'appuie sur des investissements en titres de créances négociables et en obligations en Euro à référence monétaire. Pas d'exposition au risque action.	Pas de risque de change pour le résident zone E. Risque de taux d'intérêt. Risque de crédit.	0,01	Durée de placement min recommandée 7 jours
2 CMC-CC ASSET MANAGEMENT	UNION MONNE PREMIERE	FCP	FR0010252635	1 038 981	Monétaire Euros	L'objectif est de réaliser une performance égale au marché monétaire (EONIA) diminué des frais de gestion réels. La politique de gestion est orientée sur des titres d'états ou garantis par un état dit de "première catégorie", de durée courte, permet une progression régulière de la valeur liquidative adaptée aux placements sur courte période.	L'OPCVM est investi exclusivement en titres émis ou garantis par les Etats membres de la Communauté européenne ou les autres Etats parties à l'accord sur l'Espace Economique Européen, ou en parts ou actions d'organismes de placement cotés en valeurs mobilières émettant exclusivement des titres émis ou garantis par les Etats membres de la Communauté européenne ou les autres Etats parties à l'accord sur l'Espace Economique Européen, libellés en euros. Pas d'exposition au risque action.	Pas de risque de change pour le résident zone E. Risque de taux d'intérêt.	0,02	Durée de placement min recommandée 7 jours
3 CMC-CC ASSET MANAGEMENT	OCEAN TRESORERIE	FCP	Pas soumis à agrément AMF	861 963	Monétaire Euros	Ce FCP est destiné aux investisseurs qui recherchent un placement privilégiant la régularité de l'évolution de la valeur liquidative.	Le portefeuille sera principalement composé d'obligations de titres de créances négociables, ainsi que de titres émis par la zone euro. L'océan Trésorerie pourra effectuer des opérations sur les marchés à terme fermes et conditionnels, ainsi que sur les marchés de gré à gré (taux que swaps, caps, floors et collars ...) dans la limite de 100 % de l'actif du FCP. Il pourra également effectuer des opérations de pensions. Le FCP pourra investir dans différents OPCVM entre 5 et 50 % de son actif.	Risque de crédit Risque de taux Risque liés aux titres de créances		Durée de placement min recommandée 10 jours
CMC-CC ASSET MANAGEMENT 4 Natixis	CDN EURO TRESOR	CDN FCP	FR0000672259	2 000 000 3 117 485	Certificat de dépôt Monétaire Euros	Taux fixe - intérêts post comptés Le Fonds est un Fonds nourricier du Fonds maître NATIXIS CASH PREMIERE. Son objectif est d'obtenir le meilleur de son maître, à savoir, « obtenir une progression de sa valeur liquidative comparée au taux au jour le jour du marché interbancaire en euro (EONIA), diminuée des frais de gestion, avec la plus grande régularité possible. » Sa performance sera analogue à celle de son maître, hors frais de gestion, propres au nourricier.	e Le portefeuille se compose exclusivement de titres de créances et valeurs assimilées de toutes natures, à court et moyen terme, libellés en euro, émis ou explicitement garantis par les Etats membres de l'Union européenne ou parties prenantes à l'accord sur l'Espace Economique Européen dont la notation minimale long terme sera A- ou A3. Pour les titres de créance dont la maturité est inférieure à 1 an et pour les émetteurs ne bénéficiant pas d'une notation long terme, la notation minimale sera A-1 ou P-1 ou F1. Le choix des titres répond ainsi, d'une part à des contraintes qualitatives de notation minimale à l'acquisition et de typologie d'émetteurs, et d'autre part à des critères de type quantitatifs (durée de vie, indexation, etc. ...).	Risque de crédit Risque de taux	0,02	07/02/2009
5 Natixis	SECURITE PLUS	FCP	FR0007480280	496 798	Monétaire Euros	Le FCP a pour objectif d'obtenir une progression de sa valeur liquidative supérieure au taux au jour le jour du marché interbancaire en euro (EONIA), diminuée des frais de gestion, avec la plus grande régularité possible.	Le portefeuille se compose majoritairement de titres de créances et valeurs assimilées de toutes natures, à court et moyen terme, essentiellement émis par des émetteurs privés et dont la notation minimale long terme sera BBB- ou Baa3. Pour les émetteurs ne bénéficiant pas d'une notation long terme et pour les titres de créances dont la maturité est inférieure à 1 an, la notation minimale sera A2 ou P2 ou F2. Le choix des titres répond ainsi d'une part à des contraintes qualitatives de notation minimale à l'acquisition et d'autre part à des critères de type quantitatifs (durée de vie, indexation, devises etc. ...).	Risque de crédit Risque de taux Risque liés aux titres de créances ou valeurs assimilées émis par des véhicules de titration	0,02	Durée de placement min recommandée 2 mois
6 Natixis	SECURITE JOUR	SCAV	FR0000171121	371 410	Monétaire Euros	La SICAV a pour objectif d'obtenir une progression de sa valeur liquidative supérieure au taux au jour le jour du marché interbancaire en euro (EONIA), diminuée des frais de gestion, avec la plus grande régularité possible.	Identique au FCP NATIXIS SECURITE PLUS	Risque de crédit Risque de taux Risque liés aux titres de créances ou valeurs assimilées émis par des véhicules de titration	0,02	Durée de placement min recommandée pour le jour

e- Détail des éléments constitutifs de la trésorerie de la société au 31/12/2007 (suite tableau 2)

BANQUE	NOM	CATEGORIE	ISIN	MONTANT	CLASSIFICATION	OBJECTIFS	COMPOSITION-STRATEGIE D'INVESTISSEMENT	RISQUES	VOLATILITE 1 an (au 2)	ECHEANCE
7 Crédit Lyonnais	MONETAIRE LARGE	FCP	FR00007430772	1 556 134	Monétaire Euros	L'objectif de gestion du Fonds consiste à offrir aux investisseurs une performance supérieure à l'EONIA capitalisée diminué des frais de gestion réels.	L'actif du fonds est investi en totalité et en permanence au travers du fonds CAAAM TRESCO MONETAIRE et accessoirement en liquidités. La stratégie d'investissement du maître est d'investir sur les instruments du marché monétaire et obligataire.	Risque de crédit Risque de taux Risque de perte en capital et Risque de contrepartie	0,03	Durée de placement min recommandée 1 semaine 14/01/2008 11/02/2008
Crédit Lyonnais Crédit Lyonnais 8 Caisse d'Epargne	CDN1 CDN2 ECUREIL EXPANSION	CDN CDN FCP	FR0010067083	2 000 000 1 000 000 818 379	Certificat de dépôt Certificat de dépôt Monétaire Euros	Taux fixe - intérêts post complés Taux fixe - intérêts post complés Eureuil Expansion a pour objectif d'obtenir une performance similaire à celle de l'indice Eonia diminué des frais de gestion réels, en sélectionnant des titres monétaires et obligataires permettant d'obtenir un rendement sans risque.	L'actif d'Eureuil Expansion est composé d'actifs obligataires, de titres de créance ou d'instruments du marché monétaire. La maturité des titres en portefeuille est comprise entre 0 et 3 ans. Les emprunts d'espèces, les pensions, les dépôts et les instruments dérivés peuvent être utilisés dans le cadre de la gestion de l'actif du Fonds, les instruments dérivés ayant pour objectif d'exposer ou couvrir l'actif du Fonds sur les taux d'intérêt. L'actif peut également être composé de parts ou d'actions d'OPCVM dans le cadre de la gestion de la trésorerie du Fonds.	Risque de crédit Risque de taux Risque de perte en capital	0,04	14/01/2008 11/02/2008
9 Caisse d'Epargne	ABSOLU VEGA	SICAV	FR0000286457	839 366	Monétaire Euros	L'objectif de la SICAV est d'obtenir une progression régulière de la valeur liquidative en offrant une performance supérieure ou égale à l'EONIA moins les frais de gestion.	La stratégie d'investissement repose sur une stratégie de crédit et une stratégie de courbe de taux. La stratégie de crédit consiste en une sélection de titres combinant une analyse interne rigoureuse de la qualité des émetteurs et des spread (ou écart de rémunération) de crédit. La stratégie de courbe des taux consiste à sélectionner des titres en fonction de leur caractéristique (rémunération à taux fixe ou taux variable, maturité) selon les anticipations d'évolution de la courbe de taux.	Risque de crédit Risque de taux Risque de perte en capital Risque spécifique ABS et MBS	0,04	Durée de placement min recommandée 1 jour à 3 mois 14/01/2008 11/02/2008
Caisse d'Epargne Caisse d'Epargne 10 Crédit Agricole	CDN1 CDN2 IENA VALOR 8000	CDN CDN FCP	FR0010264325	2 000 000 3 000 000 1 377 938	Certificat de dépôt Certificat de dépôt Monétaire Euros	Taux fixe - intérêts post complés Taux fixe - intérêts post complés L'objectif de gestion du fonds est de permettre de garantir aux porteurs ayant conservé leurs parts pendant 4 semaines au moins un taux actuariel de performance égal à EONIA - 0,20 % capitalisé sur la période	Garantie de capital : le capital est garanti à hauteur de 100 % du montant investi quelle que soit la durée de détention des parts. Garantie de performance : tous les porteurs ayant conservé leurs parts au moins 4 semaines bénéficient d'un taux actuariel de performance égal à EONIA - 0,20 % capitalisé sur la période. L'univers d'investissement du fonds est centré sur les instruments du marché monétaire et obligataire. Le fonds a vocation à être investi à 100 % de l'actif net dans les actifs suivants :	Risque de crédit Risque de taux Risque de perte en capital Risque de contrepartie	0,03	Durée de placement min recommandée 1 mois 14/01/2008 11/02/2008
11 Crédit Agricole	MONIE 3M	FCP	FR0010187597	1 981 773	Monétaire Euros	L'objectif de gestion du FCP vise à offrir aux investisseurs une performance égale à l'EONIA Capitalisée diminué des frais de gestion et de fonctionnement du fonds.	des titres d'Etat de la zone Euro sous forme de pension ou de titres à court terme, des Bons du Trésor ou obligations à court terme émis par les Etats de la zone euro ayant une maturité inférieure à deux ans, des Certificats de dépôts, des London CDs, des Billets de Trésorerie de la zone Euro, des obligations, des BMTN, des EMTN	Risque de crédit Risque de taux Risque de perte en capital Risque de contrepartie	0,04	Durée de placement min recommandée 3 mois 14/01/2008
Crédit Agricole Disponibilités	CDN Disponibilité	CDN Disponibilité		1 590 000 58 680 11 809	Certificat de dépôt Certificat de dépôt Disponibilité	Taux fixe - intérêts post complés Taux fixe - intérêts post complés				
FCP SICAV CDN Disponibilité				12 174 430 1 210 776 11 559 680 11 809 24 864 585						

4.3.8 – Charges constatées d'avance

En milliers d'euros	au 31/12/2007	au 31/12/2006	au 31/12/2005
Ach. fourn. et petit mat. bureau	4	1	3
Crédit-bail Immobilier		0	8
Redevances concess. brevets,...	20		
Entretien et réparations	2		
Honoraires	18		
Primes d'assurance	29	32	5
Total	73	33	16

4.3.9 – Produits à recevoir

En milliers d'euros	31 décembre 2007	31 décembre 2006	31 décembre 2005
Créances clients et comptes rattachés	0	45	0
Autres créances	55	22	3
Valeurs mobilières de placement (certificats de dépôts)	59	55	12
Total des produits à recevoir (1)	114	123	15

(1) pour 2006 : montant à 1 an au plus : 67 Keuros

(1) pour 2007 : montant à 1 an au plus : 114 Keuros

4.3.10 – Variation des capitaux propres

a. Evolution du poste du 1^{er} janvier 2005 au 31 décembre 2005

En milliers d'euros	1 ^{er} janvier 2005	Mouvements de la période			31 décembre 2005
		Augmentation	Diminution	Autres mouvements	
Capital social ou individuel	1 208	104	0	0	1 313
Primes d'émission, de fusion, d'apport	5 627	1 145	0	0	6 773
Réserves réglementées	12	0	0	0	12
Report à nouveau	-916	0	0	-885	-1 801
Résultat de l'exercice	-881	0	-42	881	-42
Subventions d'investissement nettes (1)	183	941	-115	0	1 010
Provisions réglementées	885	282	-703	0	475
Total des capitaux propres	6 120	2 483	-860	-6	7 738

Le capital social d'un montant de 1 313 K € est composé au 31 décembre 2005 de 87 500 actions (61 946 actions A et 25 554 actions B) de 15 € de valeur nominale unitaire.

Les primes d'émission ont été versées successivement :

- en 2002 lors d'une augmentation de capital ;
- en 2003 lors de l'émission de bons de souscription d'actions ;
- et en 2004 et 2005 lors de nouvelles augmentations de capital.

Au 31 décembre 2005 le capital était principalement détenu (pourcentages arrondis) à 61% par le holding « Groupe Grimaud La Corbière S.A. »,

La société a émis des options de souscription d'actions et des bons de souscription d'actions. L'inventaire de ces titres et leur effet potentiel de dilution sont fournis en annexe

Il n'a été versé aucun dividende au cours de l'exercice 2005.

b. Evolution du poste du 1^{er} janvier 2006 au 31 décembre 2006

En milliers d'euros	1er janvier 2006	Mouvements de la période			31 décembre 2006
		Augmentation	Diminution	Autres mouvements	
Capital social ou individuel	1 313	9	0	0	1 322
Primes d'émission, de fusion, d'apport	6 773	14	0	0	6 786
Réserves réglementées	12	0	0	0	12
Report à nouveau	-1 801	0	0	-42	-1 844
Résultat de l'exercice	-42	0	-309	42	-309
Subventions d'investissement nettes (1)	1 010	1 065	-149	0	1 926
Provisions réglementées	475	506	-24	0	957
Total des capitaux propres	7 738	1 584	-481	0	8 851

Le capital social d'un montant de 1 322 K € est composé au 31 décembre 2006 de 88 100 actions (62 546 actions A et 25 554 actions B) de 15 € de valeur nominale unitaire.

Les primes d'émission ont été versées successivement :
 en 2002 lors d'une augmentation de capital ;
 en 2003 lors de l'émission de bons de souscription d'actions ;
 et en 2004, 2005 et 2006 lors de nouvelles augmentations de capital.

Au 31 décembre 2006 le capital était principalement détenu (pourcentages arrondis) à 60% par le holding « Groupe Grimaud La Corbière S.A. »,

La société a émis des options de souscription d'actions et des bons de souscription d'actions. L'inventaire de ces titres et leur effet potentiel de dilution sont fournis en annexe

Il n'a été versé aucun dividende au cours de l'exercice 2006.

c. Evolution du poste du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2007

En milliers d'euros	1er janvier 2007	Mouvements de la période			31 décembre 2007
		Augmentation	Diminution	Autres mouvements	
Capital social ou individuel	1 322	853	0	0	2 175
Primes d'émission, de fusion, d'apport	6 786	28 817	-1 987	0	33 616
Réserves réglementées	12	0	0	0	12
Report à nouveau	-1 844	0	0	-309	-2 152
Résultat de l'exercice	-309	0	-3 268	309	-3 268
Subventions d'investissement nettes (1)	1 926	137	-175	-1 064	824
Provisions réglementées	957	540	-94	0	1 403
Total des capitaux propres	8 851	30 347	-5 524	-1 064	32 610

Le capital social intégralement libéré d'un montant de 2 175 K€ est composé au 31 décembre 2007 de 14 500 631 actions ordinaires de 0,15 € de valeur nominale unitaire, après division du nominal décidée par l'assemblée générale extraordinaire du 31 mars 2007.

Les primes d'émission ont été versées successivement :
 en 2002 lors d'une augmentation de capital ;
 en 2003 lors de l'émission de bons de souscription d'actions ;
 et en 2004, 2005, 2006 et 2007 lors de nouvelles augmentations de capital.

L'introduction en bourse de Vivalis du 29 juin 2007 a eu pour effet d'augmenter le capital social d'un montant de 414 K€ et d'augmenter les primes d'émission d'un montant net de 28 619 K€. Les frais d'IPO d'un montant de 1 987 K€ ont ensuite été imputés sur cette prime d'émission.

Au 31 décembre 2007 le capital était principalement détenu (pourcentages arrondis) à 54% par le holding « Groupe Grimaud La Corbière S.A. » et pour 31% par le flottant au porteur. Le reste du capital social (15 %) est essentiellement détenu par des investisseurs financiers, des salariés et le management.

La société a émis des options de souscription d'actions et des bons de souscription d'actions et des actions gratuites. L'inventaire de ces titres et leur effet potentiel de dilution sont fournis en annexe

Il n'a été versé aucun dividende au cours de l'exercice 2007.

4.3.11 Subventions d'investissement

<i>En milliers d'euros</i>	MENRT 99H0222	ANVAR B. Pain	MENRT 00H0650	MENRT 04G808
Montant accordé	184	24	382	441
Date de l'octroi	19 août 1999	27 août 1999	31 décembre 2000	5 janvier 2005
Montant net au 01/01/2005	57	7	119	0
Octroi exercice 2005	0	0	0	441
Subv rapportée au Résultat 2005	31	4	65	3
Montant net au 01/01/2006	26	3	54	438
Octroi exercice 2006	0	0	0	0
Subv rapportée au Résultat 2006	26	3	54	13
Montant net au 31/12/2006	0	0	0	425
Octroi exercice 2007	0	0	0	0
Reclassement en subv.exploitation	0	0	0	-238
Subv rapportée au Résultat 2007	0	0	0	47
Montant net au 31/12/2007	0	0	0	142

<i>En milliers d'euros</i>	REGION NANTES	MNEFI 6076	REGION EPF	REGION EPF	TOTAL
Montant accordé	500	954	111	137	
Date de l'octroi	13 septembre 2005	11 août 2006	12 octobre 2006	12 octobre 2006	
Montant net au 01/01/2005	0	0	0	0	183
Octroi exercice 2005	500	0	0	0	941
Subv rapportée au Résultat 2005	11	0	0	0	114
Montant net au 01/01/2006	489	0	0	0	1 010
Octroi exercice 2006	0	954	111	0	1 065
Subv rapportée au Résultat 2006	43	3	7	0	149
Montant net au 31/12/2006	446	951	104	0	1 926
Octroi exercice 2007	0	0	0	137	137
Reclassement en subv.exploitation (1)	0	-828	0	0	-1 054
Subv rapportée au Résultat 2007	75	24	20	9	175
Montant net au 31/12/2007	371	99	84	128	824

(1) Compte tenu de l'évolution de certains programmes pluriannuels et de leur classement comptable, des subventions d'investissement ont été reclassées en subventions d'exploitation au cours de l'année 2007.

4.3.12 Avances conditionnées

<i>En milliers d'euros</i>	ANVAR A9908130R	ANVAR A9908130R	ANVAR A9908138R	TOTAL
Montant accordé	880	200	200	
Date de l'octroi	3 mai 2000	3 mai 2000	3 mai 2000	
Montant Net au 01/01/2005	880	180	180	1 240
Octroi exercice 2005	0	0	0	0
Remboursement au cours de l'exercice 2005	0	0	0	0
Abandon de créances de l'OSEO - ANVAR	0	-130	-100	-230
Montant Net au 01/01/2006	880	80	80	1 010
Octroi exercice 2006	-106	0	0	-106
Remboursement au cours de l'exercice 2006	-84	-20	-35	-139
Abandon de créances de l'OSEO - ANVAR	-504	0	0	-504
Montant Net au 31/12/2006	186	30	45	261
Octroi exercice 2007	0	0	0	0
Remboursement au cours de l'exercice 2007	-78	-30	-45	-151
Abandon de créances de l'OSEO - ANVAR	0	0	0	0
Montant Net au 31/12/2007	110	0	0	110

4.3.13 Provisions pour risques et charges

a. Evolution du poste du 1^{er} janvier 2005 au 31 décembre 2005

En milliers d'euros	1er janvier 2005	Evolution au cours de la période			31 décembre 2005
		Dotation	Reprises		
			Utilisation	Non utilisation	
Partes de change latentes	3	0	-3	0	0
Indemnités fin de carrière	0	17	0	0	17
Impôt forfaitaire annuel	3	2	0	0	5
Total Prov. risques et charges	6	20	-3	0	23
- dont exploitation	0	17	0	0	17
- dont financier	3	0	-3	0	0
- dont exceptionnel	3	2	0	0	5

b. Evolution du poste du 1^{er} janvier 2006 au 31 décembre 2006

En milliers d'euros	1er janvier 2006	Evolution au cours de la période			31 décembre 2006
		Dotation	Reprises		
			Utilisation	Non utilisation	
Pertes de change latentes	0	0	0	0	0
Indemnités fin de carrière	17	22	0	0	39
Impôt forfaitaire annuel	5	0	-3	0	2
Total Prov. risques et charges	23	22	-3	0	42
- dont exploitation	17	22	0	0	39
- dont financier	0	0	0	0	0
- dont exceptionnel	5	0	-3	0	2

c. Evolution du poste du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2007

En milliers d'euros	1er janvier 2007	Evolution au cours de la période			31 décembre 2007
		Dotation	Reprises		
			Utilisation	Non utilisation	
Portes de change latentes	0	0	0	0	0
indemnités fin de carrière	39	15	0	0	54
Impôt forfaitaire annuel	2	0	-2	0	0
Total Prov, risques et charges	42	15	-2	0	54
- dont exploitation	39	15	0	0	54
- dont financier	0	0	0	0	0
- dont exceptionnel	2	0	-2	0	0

4.3.14 Dettes financières

En milliers d'euros		31 décembre 2007	31 décembre 2006	31 décembre 2005
Emprunt CA 1000 KE du 31/01/05 (1)	taux variable EURIBOR 3 mois + 0,65%	731	830	829
Emprunt CM 890 KE du 31/01/05 (1)	taux variable EURIBOR 3 mois + 0,60%	651	740	827
Emprunt CM 450 KE du 16/08/05 (1)	taux variable EURIBOR 3 mois + 0,50%	290	354	418
Emprunt CM 400 KE du 25/04/08 (1)	taux fixe 3,80%	316	374	
Emprunt CM 400 KE du 10/08/07 (1)	taux variable EURIBOR 3 mois + 0,70%	389		
Emprunt CE 940 KE du 10/01/05 (1)	taux variable CODEVI + 1%	718	803	886
Emprunt CE 250 KE du 20/04/06 (1)	taux variable CODEVI + 0,90%	203	238	
Emprunt CE 400 KE du 10/08/07 (1)	taux variable EURIBOR 3 mois + 0,70%	391		
Concours bancaires courants, soldes créditeurs de banque		1	1	0
Total		3 690	3 338	3 061
(1) dont intérêts courus				

Les dates indiquées sont celles de début d'échéancier

La société n'a pas mis en place d'instrument de couverture de taux.

a. Au 31 décembre 2005

En milliers d'euros	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an	A plus de 5 ans
Total dettes financières	3 061	352	1 375	1 334
dont emprunts souscrits dans l'exercice	3 280			
dont emprunts remboursés dans l'exercice	234			

b. Au 31 décembre 2006

En milliers d'euros	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an	A plus de 5 ans
Total dettes financières	3 338	450	1 753	1 134
dont emprunts souscrits dans l'exercice	850			
dont emprunts remboursés dans l'exercice	381			

c. Au 31 décembre 2007

<i>En milliers d'euros</i>		Montant brut	A 1 an ou plus	A plus d'un an	A plus de 5 ans
Total dettes financières		3 690	566	2 194	930
dont emprunts souscrits dans l'exercice	1 600				
dont emprunts remboursés dans l'exercice	1 253				

4.3.15 Fournisseurs et comptes rattachés

a. Au 31 décembre 2005

<i>En milliers d'euros</i>		Montant brut	A 1 an ou plus	A plus d'un an	A plus de 5 ans
Fournisseurs d'exploitation		291	291	0	0
Effets à payer		118	118	0	0
Fourn. Expl.-fact.non parvenues		118	118	0	0
Total		527	527	0	0

b. Au 31 décembre 2006

<i>En milliers d'euros</i>		Montant brut	A 1 an ou plus	A plus d'un an	A plus de 5 ans
Fournisseurs d'exploitation		328	328	0	0
Effets à payer		122	122	0	0
Fourn. Expl.-fact.non parvenues		123	123	0	0
Total		573	573	0	0

c. Au 31 décembre 2007

<i>En milliers d'euros</i>		Montant brut	A 1 an ou plus	A plus d'un an	A plus de 5 ans
Fournisseurs d'exploitation		462	462	0	0
Effets à payer		29	29	0	0
Fourn. Expl.-fact.non parvenues		355	355	0	0
Total		846	846	0	0

4.3.16 Dettes fiscales et sociales

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2007	31 décembre 2006	31 décembre 2005
T.V.A. à payer	26	174	92
Impôt sur les sociétés	0	0	0
Autres dettes fiscales	4	19	45
Rémunération du personnel	217	171	204
Charges sociales	332	280	232
Autres dettes sociales	0	0	0
Total des dettes fiscales et sociales (1)	579	643	573
(1) à 1 an au plus	579	643	498
à plus d'un an et moins de 5 ans	0	0	74
à plus de 5 ans	0	0	0

4.3.17 Autres dettes

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2007	31 décembre 2006	31 décembre 2005
Fournisseurs d'immobilisation	3 829	2 210	2 033
Autres dettes d'exploitation	10	1	1
Total des autres dettes	3 839	2 211	2 034

Le poste fournisseurs d'immobilisation inclut principalement les montants enregistrés au titre de l'estimation des redevances futures à payer au titre des concessions de licence (voir notes 4.2.6 et 4.3.1).

a. Au 31 décembre 2005

<i>En milliers d'euros</i>	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an	A plus de 5 ans
Fournisseurs d'immobilisations	1 873	604	522	748
Fourn. Immob-fact. non parvenues	161	161		
Autres dettes	1	1		
Total	2 033	766	622	748

b. Au 31 décembre 2006

<i>En milliers d'euros</i>	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an	A plus de 5 ans
Fournisseurs d'immobilisations	2 210	327	392	1 492
Fourn. Immob-fact. non parvenues	0	0		
Autres dettes	1	1		
Total	2 211	327	392	1 492

c. Au 31 décembre 2007

<i>En milliers d'euros</i>	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an	A plus de 5 ans
Fournisseurs d'immobilisations	3 826	483	694	2 649
Fourn. Immob-fact. non parvenues	3	3		
Autres dettes	10	10		
Total	3 839	496	694	2 649

4.3.18. Produits constatés d'avance

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2007	31 décembre 2006	31 décembre 2005
Subvention d'exploitation	1 103	483	385
Prestation de recherches et redevances	478	459	524
Total des produits constatés d'avance	1 581	942	909

a. Au 31 décembre 2005

<i>En milliers d'euros</i>	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an	A plus de 5 ans
Subvention d'exploitation	385	77	308	
Prestation de recherche et redevances	524	524		
Total	909	601	308	0

Ce poste comprend une subvention de 440 K€ obtenue en 2004. Un montant de 11 K€ a été pris en produit sur l'exercice 2004 et 44K€ en 2005. Le solde de 385 K€ sera étalé sur les exercices suivants au rythme et en proportion des emplois créés selon l'objet de la subvention.

Il comprend également des prestations de recherches et redevances : il s'agit de produits facturés en début de période à des clients et correspondant à des travaux à réaliser par Vivalis au cours de l'année suivante.

b. Au 31 décembre 2006

<i>En milliers d'euros</i>	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an	A plus de 5 ans
Subvention d'exploitation	483	285	198	
Prestation de recherche et redevances	459	459		
Total	942	744	198	0

Quatre nouvelles subventions d'exploitation ont été obtenues en 2006 pour un total de 342 K€. Le montant total constaté d'avance au 31/12/2006 pour ces quatre subventions est de 175 K€. Le poste inclut également au 31 décembre 2006 308 K€ au titre de la subvention de 440 K€ perçue en 2004.

Il comprend également des prestations de recherches et redevances : il s'agit de produits facturés en début de période à des clients et correspondant à des travaux à réaliser par Vivalis au cours de l'année suivante.

c. Au 31 décembre 2007

<i>En milliers d'euros</i>	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an	A plus de 5 ans
Subvention d'exploitation	1 103	435	668	
Prestation de recherche et redevances	478	478		
Total	1 581	913	668	0

Il s'agit de quatre subventions d'exploitation : subvention DATAR pour 198 K€, subvention ANVAR pour 95 K€, subvention Région Pays de Loire pour 124 K€ et subvention MINEFI pour 685 K€.

4.3.19. Charges à payer

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2007	31 décembre 2006	31 décembre 2005
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	355	123	118
Dettes fiscales et sociales	389	286	324
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	3	0	161
Autres dettes	36	23	15
Total des charges à payer (1)	783	432	618
(1) dettes à 1 an au plus			

4.4. NOTES AU COMPTE DE RESULTAT

4.4.1. Chiffre d'affaires

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2007	31 décembre 2006	31 décembre 2005
Prestations de recherche	221	1 685	972
Autres prestations	0	2	2
Total	221	1 687	974

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2007	31 décembre 2006	31 décembre 2005
Ventes en France	134	1 245	59
Ventes à l'export	87	441	915
Total	221	1 687	974

4.4.2. Production immobilisée

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2007	31 décembre 2006	31 décembre 2005
Frais de développement	1 421	1 602	1 340
Autres	0	0	3
Immobilisations corporelles	0	114	31
Total	1 421	1 716	1 374

4.4.3. Subventions d'exploitation

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2007	31 décembre 2006	31 décembre 2005
ANVAR	7	19	130
DATAR	110	77	44
ANRT	16	15	15
Région Pays de Loire	222	148	
MINEFI	143		
MENRT	235		
Autres	1		
Total	734	259	189

Le montant inscrit en subvention en 2005 pour 130 K€ au titre de l'ANVAR résulte d'un abandon de créance consenti par cette dernière suite à constat d'échec.

La DATAR a accordé à Vivalis une prime d'aménagement du territoire en 2004 de 440 K€. Les montants inscrits en subvention en 2006 et 2007 résultent des emplois créés sur la période. Un produit de 11 K€ est enregistré par emploi créé. Vivalis a l'obligation de maintenir ces emplois pendant 5 ans.

La Région Pays de Loire a accordé à Vivalis en 2006 une subvention d'un montant global de 332 K€. Cette subvention a été renouvelée en 2007 pour un montant global de 411 K€.

Les deux subventions MENRT et MINEFI ont été réaffectées en partie du compte subventions d'investissement à subventions d'exploitation pour des montants respectifs de 235 K€ et 828 K€.

4.4.4. Autres produits

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2007	31 décembre 2006	31 décembre 2005
UpFront et Milestones	775	1 064	2 680
Redevances	0	0	0
Autres	0	0	16
Total	775	1 064	2 696

4.4.5. Reprises sur amortissements, provisions et transferts de charges

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2007	31 décembre 2006	31 décembre 2005
Reprises de provisions sur créances clients	10	0	0
Reprises de provisions pour risques et charges	0	0	0
Transferts de charges d'exploitation	38	145	81
Total	48	145	81

4.4.6. Achats et charges externes

Principales charges (en milliers d'euros)	31 décembre 2007	31 décembre 2006	31 décembre 2005
Honoraires	422	269	233
Entretien et réparations	339	235	122
Prestations administratives	218	175	167
Analyses	197	232	107
Recherches techniques	132	6	114
Locations immobilières	107	63	66
Frais de déplacement	98	116	69
Primes d'assurance	84	64	32
Travaux par tiers divers	78	23	32
Missions et réceptions	63	41	34
Frais postaux et de télécommunication	62	54	37
Electricité	54	48	24
Traitement déchets et ordures	53	0	0
Colloques, séminaires, conférences	36	22	21
Charges locatives	35	26	60
Transport sur ventes	34	11	20
Autres	117	102	197
Total	2 129	1 485	1 348

4.4.7. Impôts et taxes

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2007	31 décembre 2006	31 décembre 2005
Impôts et taxes sur rémunérations	51	29	20
Formation	37	20	12
Efforts construction	1	1	0
Taxe d'apprentissage	13	9	7
Autres impôts et taxes	39	59	60
Impôts locaux	11	21	1
Taxe professionnelle	0	30	47
Taxe sur les véhicules de sociétés	2	2	2
Taxe ORGANIC	3	3	7
Impôt forfaitaire annuel	4	4	0
Contribution Emploi Handicapés	13	0	0
Autres impôts et taxes	6	1	4
Total	90	89	80

4.4.8. Personnel

a. Effectifs

Effectif moyen	31 décembre 2007	31 décembre 2006	31 décembre 2005
Cadres et professions intellectuelles supérieures	25	19	14
Professions intermédiaires	19	17	13
Employés	2	1	1
Ouvriers	0	0	2
Personnel détachés	0	0	1
Total	46	37	31

Effectif présent au 31 décembre 2007 : 49 salariés dont 42 CDI et 7 CDD

Effectif présent au 31 décembre 2006 : 46 salariés dont 33 CDI et 12 CDD

Effectif présent au 31 décembre 2005 : 34 salariés dont 28 CDI et 6 CDD

b. Charges de personnel

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2007	31 décembre 2006	31 décembre 2005
Salaires et traitements	1 902	1 538	1 300
Charges sociales	819	651	570
Charges fiscales	51	29	20
Autres charges de personnel	2	1	0
Total	2 774	2 217	1 890

c. Rémunérations allouées aux Dirigeants

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2007	31 décembre 2006	31 décembre 2005
Rémunération fixe	290	277	257
Rémunération variable	22	5	40
Avantages en nature	4	3	3
Total Membres du Directoire	316	285	300
Jetons de présence	30		
Total Membres du Conseil de Surveillance	30	0	0
TOTAL	346	286	300
<hr/>			
Attributions d'actions gratuites	162 000		
membres du Directoire	162 000	néant	néant
membres du Conseil de Surveillance	néant	néant	néant
<hr/>			
Stocks Options (nombre d'actions souscrites)	15 000	60 000	0
membres du Directoire	15 000	60 000	0
membres du Conseil de Surveillance	0	0	0
<hr/>			
Bons de Souscriptions d'Actions (nb d'actions souscrites)	64 900	0	0
membres du Directoire	0	0	0
membres du Conseil de Surveillance	64 900	0	0

d. Droits individuels à la formation

	31 décembre 2007	31 décembre 2006	31 décembre 2005
Droit acquis en heures sur l'exercice	713	580	531
Heures cumulées n'ayant pas donné lieu à demande	1 714	1 188	747

Conformément à la position du Conseil National de la Comptabilité, le droit individuel à la formation ne donne pas lieu à enregistrement de provisions.

e. Avantages au personnel

	31 décembre 2007	31 décembre 2006	31 décembre 2005
Taux d'actualisation	4,47%	3,98%	1,70%
Taux d'augmentation des salaires	2,50%	2,50%	2,50%
Taux de charges sociales	45,86%	44,58%	43,23%
Taux de rotation	4,72%	4,17%	5,01%

Variation de l'engagement net et réconciliation de la provision

En milliers d'euros	31 décembre 2007	31 décembre 2006	31 décembre 2005
Engagement à l'ouverture de la période	39	17	6
Engagement à la clôture de la période	54	39	17
Provision à l'ouverture de la période	39	17	0
Changement de méthode	0	0	5
Dotation de la période	15	22	12
Provision à la clôture de la période	54	39	17

4.4.9. Amortissements, provisions et pertes de valeur

En milliers d'euros	31 décembre 2007	31 décembre 2006	31 décembre 2005
Immobilisations incorporelles	565	257	875
Immobilisations corporelles	711	528	230
Total Immobilisations (A)	1 276	786	1 105
Engagements envers les salariés	15	22	13
Provisions pour risques et charges d'exploitation	0	0	0
Total Provisions (B)	15	22	13
Total des dotations nettes hors actifs courants (C=A+B)	1 291	807	1 117
Clients et autres actifs circulants	-10	0	9
Total actifs (D)	-10	0	9
Total Exploitation (E=C+D)	1 281	807	1 127
Provisions pour dépréciations des immobilisations financières	116	0	0
Total Financier (F)	116	0	0
Amortissements exceptionnels des immobilisations (G)	88	0	1 281
Provisions pour dépréciations des immobilisations (H)	149	0	0
Amortissements dérogatoires des immobilisations (I)	446	483	-411
Autres provisions (J)	-2	-3	2
Total Exceptionnel (K=G+H+I+J)	681	480	873

4.4.10. Résultat Financier

En milliers d'euros	31 décembre 2007	31 décembre 2006	31 décembre 2005
Revenu des VMP	548	90	112
Intérêts des emprunts	-151	-114	-81
Dépréciation des actifs Financiers	-116		
Divers	-1	1	12
Résultat financier	280	-23	43

4.4.11. Résultat Exceptionnel

En milliers d'euros	31 décembre 2007	31 décembre 2006	31 décembre 2005
Résultat net sur cessions	-1	56	-4
Dotations aux amortissements et provisions nettes des reprises sur immo. incorporelles	-237	0	-1 281
Dotations et reprises d'amortissements dérogatoires	-448	-483	411
Quote Part de subvention virée au résultat	175	149	115
Abandons partiels d'avances remboursables sur constat d'échec de travaux	0	504	100
Divers	2	10	-2
Résultat Exceptionnel	-807	236	-661

4.4.12. Impôts sur les résultats

a. Charges d'impôts

Taux effectif d'impôt

En milliers d'euros	31 décembre 2007	31 décembre 2006	31 décembre 2005
Résultat net	-3 268	-309	-42
Impôt sur le résultat	-1 027	-3	-176
Résultat net avant impôt	-4 295	-312	-218
Taux effectif d'imposition	0	0	0

b. Déficits fiscaux reportables

	31 décembre 2007	31 décembre 2006	31 décembre 2005
Déficits reportable à l'ouverture de la période	2 968	2 725	2 407
Déficits nés au cours de la période	6 106	1 079	2 725
Déficits consommés au cours de la période	472	836	2 407
Déficits perdus au cours de la période			0
Déficits reportables à la clôture de la période	8 602	2 968	2 725

Les déficits consommés au cours des périodes résultent de l'imputation sur les déficits à taux ordinaires des produits de cession de la propriété intellectuelle taxables à taux réduit.

c. Accroissements et allègements de la dette future d'impôts

En milliers d'euros	31 décembre 2007	31 décembre 2006	31 décembre 2005
Accroissements (Subventions d'investissements et amortissements dérogatoires)	742	981	495
Allègements			
ORGANIC	1	1	2
Subventions d'investissement fiscalisées lors de l'octroi de l'aide	0	0	18
Subventions d'exploitation fiscalisées lors de l'octroi de l'aide	388	161	128
Plus-values latentes sur OPVCM	7	3	1
Participation des salariés	0	0	0
Total des accroissements/allègements futurs (base)	366	796	346

4.4.13. Résultats par action

		31 décembre 2007	31 décembre 2006	31 décembre 2005
Résultat net de base (en euros)	(a)	-3 268 061	-308 645	-42 096
Nombre moyen d'actions en circulation sur l'exercice :	(b)	11 640 889	87 700	82 757
Résultat net de base par action (en euro)	(a) / (b)	-0,28	-3,52	-0,81
Résultat net dilué par action (en euro)	(a) / (b)	-0,28	-3,82	-0,61

4.5. NOTES AUX TABLEAUX DE FLUX DE TRESORERIE

4.5.1. Dotations d'exploitations

<i>En milliers d'euros</i>	2007	2006	2005
Amortissements immobilisations incorporelles	565	257	875
Amortissements immobilisations corporelles	711	528	230
Provisions pour risques et charges	15	22	13
Total dotations d'exploitations	1 291	807	1 118

4.5.2 Dotations exceptionnelles

<i>En milliers d'euros</i>	2007	2006	2005
Amortissements exceptionnels immobilisations	88	0	1 281
Dépréciations exceptionnelles immobilisations	149		
Amortissements dérogatoires	540	506	292
Provisions pour impôts	0	0	2
Total dotations exceptionnelles	777	506	1 576

4.5.3 Reprises exceptionnelles

<i>En milliers d'euros</i>	2007	2006	2005
Reprise amortissements dérogatoires	94	24	703
reprise provisions impôts	2	3	0
Total reprises exceptionnelles	96	27	703

4.5.4 Subventions d'investissements

<i>En milliers d'euros</i>	2007	2006	2005
Solde d'ouverture	1 926	1 010	183
Nouvel octroi	137	1 065	941
Reclassement	-1 064		
Quote part de résultat virée au compte de résultat	-175	-149	-114
Annulation de subventions à recevoir			
Solde de clôture	824	1 826	1 010

4.5.5 Plus et moins values de cession des immobilisations

<i>En milliers d'euros</i>	2007	2006	2005
Valeur comptable des immobilisations incorporelles cédées			4
Valeur comptable des immobilisations corporelles cédées	18	44	8
Charges exceptionnelles en capital	18	44	12
Produits de cessions immobilisations Incorporelles	0	-60	0
Produits de cessions Immobilisations corporelles	-17	-40	-8
Charges exceptionnelles en capital	-17	-100	-8
Plus value / Moins value de cession des immobilisations	1	-56	4

4.5.6 Avances conditionnées

<i>En milliers d'euros</i>	2007	2006	2005
Solde d'ouverture	261	1 010	1 240
Nouvel octroi	0	-106	0
Remboursement	-151	-139	0
Abandon de créance	0	-504	-230
Solde de clôture	110	261	1 010

4.5.7 Variation autres actifs-passifs courants

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2004	Variation liée à l'activité	31/12/2005
Stocks	173	-69	242
Créances clients et comptes rattachés	156	30	126
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	-212	315	-527
Autres créances	1 901	-654	2 455
Comptes de régularisation actif	59	43	16
Dettes fiscales et sociales	-250	323	-573
Comptes de régularisation passif	-555	354	-909
Variation des autres actifs passifs courants	1 272	442	830

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2006	Variation liée à l'activité	31/12/2006
Stocks	242	63	179
Créances clients et comptes rattachés	126	-1 161	1 287
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	-527	46	-573
Autres créances	2 455	-324	2 779
Comptes de régularisation actif	16	-17	33
Dettes fiscales et sociales	-573	70	-643
Comptes de régularisation passif	-909	33	-942
Variation des autres actifs passifs courants	830	-1 290	2 120

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2006	Variation liée à l'activité	31/12/2007
Stocks	179	-70	249
Créances clients et comptes rattachés	1 287	729	558
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	-573	273	-846
Autres créances	2 779	-1 202	3 981
Comptes de régularisation actif	33	-40	73
Dettes fiscales et sociales	-643	-64	-579
Comptes de régularisation passif	-942	639	-1 581
Reclassement subventions d'investissements		-1 064	
Variation des autres actifs passifs courants	2 120	-799	1 866

4.5.8 Acquisitions d'immobilisations

<i>En milliers d'euros</i>	2007	2006	2005
Acquisitions immobilisations incorporelles	2 862	2 244	1 434
Concessions brevets retraitements des redevances futures	-1 352	-630	0
Production immobilisée	-1 421	-1 716	-1 374
Total incorporelles	89	-102	60
Acquisition immobilisations corporelles	1 262	1 425	3 856
Virement de poste à poste	-277	-94	-164
Total corporelles	985	1 331	3 692
Acquisition immobilisations financières	508	17	2
Acquisitions d'immobilisations	1 582	1 246	3 754

4.5.9 Variation du BFR sur immobilisations

	Soldes				Variations		
<i>En milliers d'euros</i>	2007	2006	2005	2004	2007	2006	2005
Fournisseurs d'immobilisations	-3 826	-2 210	-1 873	-2 480	1 616	337	-607
FNP sur immobilisations	-3		-160	0	3	-160	160
Fournisseurs d'immo sur estimation redevances futures	3 284	1 932	1 302	2 137	-1 352	-630	835

Variation du BFR sur immobilisations	-545	-278	-731	-343	267	-453	388
--------------------------------------	------	------	------	------	-----	------	-----

4.5.10 Emprunts et dettes financières

<i>En milliers d'euros</i>	2007	2006	2005
Solde d'ouverture	3 337	3 061	8
Nouveaux emprunts	800	650	3 280
Avances C/C LT Groupe Grimaud	800		
Remboursements C/C LT Groupe Grimaud	-800		
Remboursements	-453	-381	-234
Autres variations	6	7	7
Solde de clôture	3 690	3 337	3 061

4.5.11 Variation de capital

	Soldes				Variations		
<i>En milliers d'euros</i>	2007	2006	2005	2004	2007	2006	2005
Capital	2 175	1 321	1 312	1 208	854	9	104
Prime d'émission	33 616	6 786	6 773	5 627	26 830	13	1 146
Solde de clôture	35 791	8 107	8 085	6 835	27 684	22	1 250

5. AUTRES INFORMATIONS

5.1. Engagements et passifs éventuels

5.1.1 Dettes garanties par des suretés réelles

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2007	31 décembre 2006	31 décembre 2005
- nantissement matériel	606	728	418

5.1.2 Engagements hors bilan

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2007	31 décembre 2006	31 décembre 2005
Engagements donnés			
- contrat de crédit bail immobilier			276
- clause de retour à meilleure fortune accordée à l'ANVAR	100	100	100
- mandat d'hypothèque sur emprunts	2 467	2 767	3 010
- Intérêts à échoir sur emprunts	626	412	382
Total engagements donnés	3 193	3 279	3 768
Engagements reçus			
- cautionnements reçus de la société mère Groupe GRIMAUD			
contrat de crédit bail immobilier			276
ligne de crédit accordée par CEP	120	180	240
location immobilières			
emprunt CRCA sur 10 ans	862	972	1 053
emprunt CM sur 10 ans	768	868	936
emprunt CM sur 7 ans	458		
emprunt CEP sur 10 ans	837	929	1 021
emprunt CEP sur 7 ans	481		
- ligne de crédit accordée par CRCA	50	50	50
- ligne de crédit accordée par CM	50	50	
Total engagements reçus	3 606	3 047	3 576

5.1.3 Passifs éventuels

Il n'y a pas de contentieux.

5.2. Informations relatives aux parties liées

Les parties liées concernent exclusivement les relations avec les sociétés du groupe Grimaud, elles concernent à la fois une convention d'animation de groupe et la réalisation de prestations de services et diverses par le groupe Grimaud au bénéfice de Vivalis :

- Ces prestations constituent soit des opérations courantes (prestations en matière comptable, de paye, trésorerie, analyses sanitaires, ressources humaines et informatiques) soit des opérations réglementées (cautionnement, convention de compte courant), et ont donné lieu pour l'exercice 2007 à la facturation de 141 746,56 €, dont on retrouve au 31/12/2007 30 651.97 € en dettes fournisseurs.
- Le Conseil de surveillance du 28 mars 2007 a autorisé le Directoire de Vivalis à conclure une convention d'animation de groupe avec Groupe Grimaud, par laquelle ce dernier a pour rôle d'animer le groupe et d'en assurer la cohérence et la rentabilité. Cette convention a été conclue pour une durée d'une année reconductible par tacite reconduction. Le montant de la prestation s'est élevé à 100 731 € pour l'exercice 2007, dont on retrouve au 31/12/2007 10 840.99 € en dettes fournisseurs.

En milliers d'euros	31 décembre 2007	31 décembre 2006	31 décembre 2005
Immobilisations financières			
- Participations			
- Créances rattachées à des participations			
Créances			
- Créances clients et comptes rattachés	0	3	1
- Autres créances		28	
Dettes			
- Emprunts et dettes financières divers			
- Fournisseurs et comptes rattachés	41	41	62
- Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		1	
- Autres dettes			1
Chiffre d'affaires	0	2	2
Produits exceptionnels	1	110	2
Transfert de charges d'exploitation	1	19	3
Charges d'exploitation			
- Achats de matières premières et approvisionnement	1	6	15
- Autres achats et charges externes	240	204	208
- Autres achats d'exploitation			8
Charges financières			
- Intérêts et charges assimilées	2		

5.3. Instruments dilutifs

VALEURS MOBILIERES COMPOSEES EMISES PAR VIVALIS SA AU 31 DECEMBRE 2007 (Mis à jour le 12 février 2008).

Caractéristiques des résolutions.		29/11/02	29/11/02	24/09/03	08/12/03	18/05/07	18/05/07	TOTAUX
AGE du	29/11/02	12 et 13	14 et 15	29/11/02	1, 2, 3.	Toutes.	2	2
Résolution numéro	xxxxxx	xxxxxx	xxxxxx	16 et 17	18/11/03	27/08/07	27/08/07	Toutes.
Conseil d'administration ou Directoire du	xxxxxx	xxxxxx	xxxxxx	xxxxxx	Toutes.	Toutes.	Toutes.	Toutes.
Résolution numéro	xxxxxx	xxxxxx	xxxxxx	xxxxxx	Toutes.	Toutes.	Toutes.	Toutes.

Nature des titres émis	BSA 2	BSA 3	BSA 4	BSA 7.1	BSA 8	BSA 19	BSA 19.1
------------------------	-------	-------	-------	---------	-------	--------	----------

Modalités								
Nombre de VMC émis	328	128	128	350	11726	45000	15000	72660
Nombre d'actions pouvant être souscrites	32800	12800	12800	35000	1172600	45000	15000	1326000
Catégorie d'actions à souscrire	O	O	O	O	O	O	O	O
Bénéficiaires (voir en pied de tableau)	R	R	R	R	R	R	R	R
Prix d'émission des VMC	0	0	0	0	255 €	0 €	0 €	0 €
Valeur nominale de l'action Vivalis	0,15	0,15	0,15	0,15	0,15	0,15	0,15	0,15
Prix de souscription par action	1,80	1,80	1,80	1,80	0,15	8,41	8,41	8,41
Augmentation de capital social potentielle	4 920 €	1 920 €	1 920 €	5 250 €	175 890 €	6 750 €	2 250 €	198 900 €
Prime d'émission potentielle	54 120 €	21 120 €	21 120 €	57 750 €	371 700 €	123 900 €	123 900 €	648 710 €
Début de la période d'exercice	30/11/02	30/11/02	30/11/02	18/11/03	08/12/03	27/08/08	A fixer	A fixer
Fin de la période d'exercice	29/11/07	29/11/07	29/11/07	17/11/08	08/12/13	27/08/12	A fixer	A fixer
Conditions suspensives d'exercice	néant	oui	oui	oui	oui	oui	A fixer	A fixer

Evolution et situ. au 30 juin 2007								
Nombre de VMC souscrits par bénéficiaire	328	128	128	350	2295	45000	0	48229
Nombre de VMC exercées	328	128	128	100	1148	0	0	1832
Nombre d'actions souscrites	32800	12800	12800	10000	114800	0	0	183200
Montants encassés par sé pour VMC	0 €	0 €	0 €	0 €	585 225 €	0 €	0 €	585 225 €
Montants encassés par sé pour actions	58 040 €	23 040 €	23 040 €	18 000 €	17 220 €	0 €	0 €	140 340 €
Affectation en augmentation de capital	4 920 €	1 920 €	1 920 €	1 500 €	17 220 €	0 €	0 €	27 480 €
Affectation en prime d'émission	54 120 €	21 120 €	21 120 €	16 500 €	0 €	0 €	0 €	112 860 €
VMC devenus caduques	0	0	0	100	9431	0	0	9531
Nombre de bénéficiaires restant	0	0	0	1	1	2	0	0
Nombre de VMC en vigueur	0	0	0	150	1147	45000	15000	61297
Nombre d'actions pouvant être souscrites	0	0	0	15000	114700	45000	15000	189700
Augmentation de capital social potentielle	0 €	0 €	0 €	2 250 €	17 205 €	6 750 €	2 250 €	28 455 €
Prime d'émission potentielle	0 €	0 €	0 €	24 750 €	0 €	371 700 €	123 900 €	520 350 €
Cours des VMC (NC = non coté)	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
Cours des actions le 31/12/07 à la clôture	8,19 €	8,19 €	8,19 €	8,19 €	8,19 €	8,19 €	8,19 €	8,19 €

Bénéficiaires initiaux.

- BSA 2 : 2 consultants externes actionnaires non salariés.
- BSA 3 : 1 consultant externe actionnaire non salarié.
- BSA 4 : 1 consultant externe actionnaire non salarié.
- BSA 7 : 2 consultants externes actionnaires non salariés.
- BSA 8 : ANVAR à l'origine puis cession à Daria SICAR SCA
- BSA 19 : 2 membres du conseil de surveillance
- BSA 19.1 : personnes physiques non salariées membres des organes de direction ou de surveillance de la société.

ACTIONS GRATUITES (AGA) EISES PAR VIVALIS SA AU 31 DECEMBRE 2007 (mise à jour le 12 02 2008)

A attribuer

Caractéristiques des résolutions.	31/03/07	31/03/07	TOTAUX
AGE du	22	22	
Résolution numéro	04/09/07		
Conseil d'administration ou Directoire du	1ère		
Résolution numéro			

Nature des titres émis	AGA 1	AGA 1.1

Modalités d'origine.	296000	140000	140000
Nombre d'actions gratuites à attribuer	0	0	296000
Nombre d'actions gratuites attribuées	O	R	
Catégorie d'actions à souscrire	R		
Bénéficiaires (voir en pied de tableau)			
Valeur nominale de l'action Vivalis	0,15 €	0,15 €	
Prix de souscription par action	gratuit	gratuit	
Augmentation de capital social potentielle	44 400 €	21 000 €	65 400 €
Prime d'émission potentielle	néant	néant	0 €
Début de la période d'exercice	Diverses	A fixer.	
Fin de la période d'exercice	Diverses	A fixer.	
Conditions suspensives d'exercice	néant	A fixer.	

Evolution et situation au 31/12/2007	0	0	0
Nombre d'AGA attribuées définitivement	néant	néant	0
Montants encaissés par la société	0 €	0 €	0 €
Affectation en augmentation de capital	néant	néant	
Affectation en prime d'émission	0	0	0
Nombre d'AGA caduques (non attribuées)	23	A fixer.	436000
Nombre de bénéficiaires restant	296000	140000	
Nombre d'AGA en vigueur	44 400 €	21 000 €	65 400 €
Augmentation de capital social potentielle	8,19 €	8,19 €	
Cours des actions le 31/12/07 à la clôture			

Bénéficiaires Initiaux.
AGA 1 : 20 salariés et 3 mandataires sociaux
AGA 1.1 : à fixer.

A attribuer	Attribués	Caduc.	Exercés	En cours	A attrib.
296000	296000	0	0	296000	0
140000	0	0	0	0	140000
0	0	0	0	0	0
0	0	0	0	0	0
0	0	0	0	0	0
0	0	0	0	0	0
436000	296000	0	0	296000	140000

Total

OPTIONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS, ACTIONS GRATUITES ET VALEURS MOBILIERES COMPOSEES (OVMC) EMISES PAR VIVALIS SA AU 31 DECEMBRE 2007 (Mts à jour le 12 février 2008).
Effet de la dilution potentielle sur le bénéfice par action.

	31/12/2007	30/06/2007	31/12/2006	31/12/2005	31/12/2004	31/12/2003	31/12/2002
Nombre d'actions cumulé de catégorie A et de catégorie B avant l'exercice des droits attachés aux OVMC et AGA	14500631	90435	88100	87500	80559	86670	86670
Part de bénéfice par action avant exercice des droits attachés aux OVMC et AGA	1/14500631	1/90435	1/88100	1/87500	1/80559	1/86670	1/86670
Nombre d'actions cumulé de catégorie A et de catégorie B à créer en cas d'exercice maximum des droits attachés aux OVMC et AGA (après attribution de toutes les OVMC et AGA)	1359900	211851	215735	293525	294432	103211	89008
Nombre d'actions cumulé de catégorie A et de catégorie B après exercice maximum des droits attachés aux OVMC et AGA (après attribution de toutes les OVMC et AGA)	15860531	302286	303835	381025	374991	169881	151678
Eliminations en raison des plafonnements imposés par l'AG:							
Plafonnement 1 relatif au cumul OSA 3 et BSA 7	0	0	0	-180	-1218	0	0
Plafonnement 2 relatif au cumul OSA 4 et BSA 14	0	0	0	0	0	0	0
Plafonnement 3 relatif au cumul OSA 5 et BSA 15	0	0	0	0	-700	0	0
Plafonnement 4 relatif aux OSA 5	0	0	0	0	-300	0	0
Plafonnement 5 relatif aux OSA 6 et BSA 18	0	0	0	0	-218	0	0
Nombre d'actions cumulé de catégorie A et de catégorie B après exercice plafonné des droits attachés aux OVMC et AGA (après attribution de toutes les OVMC et AGA)	15860531	302286	303835	380845	373773	169881	151678
Part de bénéfice par action après exercice plafonné des droits attachés aux OVMC et AGA							
Soit une division du bénéfice par action par							
Eliminations liées aux renonciations contractuelles acceptées par les bénéficiaires des BSA 10, 11, 12, 13, 16 et 17.	1/15860531	1/302286	1/303835	1/380845	1/373773	1/169881	1/151678
Eliminations incompatibles résultant des contrats (élim du plus faible des cumuls résiduels des BSA 10, 12 et 16 et des BSA 11, 13 et 17).	1,0838	3,3426	3,4487	4,3525	4,6387	2,5480	2,2750
Nombre d'actions cumulé de catégorie A et de catégorie B à créer en cas d'exercice contractuellement restreint des droits attachés aux OVMC et AGA (après attribution de toutes les OVMC et AGA)	15860531	-21057	-21057	-21057	-21057	0	0
Part de bénéfice par action après exercice contractuellement restreint des droits attachés aux OSA et aux BSA.							
Soit une division du bénéfice par action par							
	1/15860531	1/166584	1/168143	1/245153	1/238081	1/169881	1/151678
	1,0938	1,8421	1,9085	2,8017	2,9554	2,5480	2,2750

5.4. Identité des sociétés mères

Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société

DENOMINATION SOCIALE - SIEGE SOCIAL	Forme	Montant Capital	% detenu
GROUPE GRIMAUD LA CORBIERE S.A. (1)	S.A.		
La Corbière 49450 ROUSSAY	à directoire et conseil de surveillance	833 100	53,62%
LA FINANCIERE GRAND CHAMP			
La Corbière 49450 ROUSSAY	S.A.S.	11 451 072	1,92%

(1) La société GROUPE GRIMAUD LA CORBIERE La Corbière 49450 ROUSSAY est elle-même consolidée par la société LA FINANCIERE GRAND CHAMP La Corbière 49450 ROUSSAY, société par actions simplifiée au capital de 11 451 072 € qui détient 70,58 % de son capital.

5.5. Risques de marché

5.5.1 Risques liés aux taux d'intérêts

La Société est exposée à des risques de marché dans le cadre de la gestion à la fois de ses liquidités et de ses dettes à moyen et long terme.

Concernant les liquidités, le risque de taux est piloté par des procédures de suivi et de validation existantes au niveau de la Société. Les liquidités sont en outre principalement investies dans des valeurs mobilières de placement à capitaux garantis à échéance et offrant une grande qualité de signature (Cf. 4.3.7)

La Société s'est par ailleurs endettée afin de financer ses investissements. Le montant des dettes financières d'emprunt au 31 décembre 2007 s'élève à 3.690 K€, dont 316 K€ sont à taux fixe (Cf. 4.3.14). Les taux variables sont fondés sur l'EURIBOR 3 mois ou le CODEVI.

La Société n'a signé aucun contrat de couverture de taux d'intérêt au 31 décembre 2007, elle est donc exposée à un risque de taux sur ses emprunts. Cependant son exposition nette (Passifs Financiers- Actifs Financiers) aboutit à une position nette positive étant donné sa forte trésorerie.

5.5.2. Risques liés aux devises

La Société est peu exposée au risque de change du dollar US ou de tout autre devise. Ainsi la Société n'a pris, à ce stade de son développement, aucune disposition de couverture afin de protéger son activité contre les fluctuations des taux de change. La Société suivra l'évolution de son exposition au risque de change en fonction de l'évolution de sa situation. La stratégie de la Société est d'utiliser l'euro comme devise principale dans le cadre de la signature de contrats. Cependant, la Société pourrait éventuellement souscrire des contrats de couverture de change dans le futur, si le besoin apparaissait, et si les risques étaient jugés significatifs

5.6. Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement postérieur à la clôture n'a été identifié.